

LE DEVOIR

VOL. XC - N° 96

MONTREAL, LE LUNDI 3 MAI 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Les armes de l'ONF

Soixante ans et (presque) toutes ses dents. L'Office national du film (ONF) a traversé plus de la moitié de ce siècle du cinéma en lui apportant de grandes contributions techniques et artistiques. Comment l'Office est-il parvenu au vénérable statut de sexagénaire? Contre vents et marées.

Les artisans et les amis de l'Office national du film célèbrent doublement en ce doux printemps. Ils fêtent à la fois le 60^e anniversaire de «l'œil du Canada» et la fin d'un long hiver.

La commissaire de l'ONF, Sandra Macdonald, se faisait rassurante lors du lancement des festivités, affirmant que la dure saison des coupes était bel et bien terminée à l'ONF. L'organisme, né le 2 mai 1939 par une loi du Parlement canadien, a perdu 27 millions de dollars à son budget au cours des cinq dernières années. C'est maintenant avec 55 millions que l'Office poursuit son mandat en se consacrant essentiellement à la production de documentaires et de films d'animation. Tu as crié LET ME GO (Anne-Claire Poirier), Les Enfants du Refus global (Manon Barbeau) et L'Erreur boréale (Desjardins/Monderie) figurent entre autres parmi les bons coups réalisés récemment par l'ONF.

Voilà autant de films, autant de preuves de la pertinence de l'Office national du film dans le paysage. Dans les meilleurs cas, ses œuvres enrichissent à la fois la cinématographie nationale et le débat de société. Les films de l'ONF arrivent même parfois à «faire» l'actualité, L'Erreur boréale nous le rappelant à l'esprit.



Brian Myles

Au fil des ans, l'ONF a reçu des milliers de prix internationaux dont une dizaine de prestigieux Oscar. Son histoire est ponctuée de savoureuses anecdotes auxquelles même le grand Stanley Kubrick est mêlé! Le cinéaste Colin Low avait réalisé de concert avec l'ONF en 1960 *Universe*, un film mis en nomination pour un Oscar et intégré au programme de formation des astronautes de la NASA pour son réalisme. Entre en scène Kubrick, qui avait consulté Low avant d'entreprendre le tournage de l'une de ses

pièces maîtresses, 2001: L'odyssée de l'espace.

L'Office, cet ancêtre du cinéma qui a documenté, immortalisé en images la mosaïque canadienne, trouve pourtant sur son chemin des détracteurs s'employant à lui nier systématiquement un avenir. Certains disent l'ONF «mort» en évoquant avec nostalgie l'âge d'or du cinéma auquel il a été associé dans les années 60 et 70. L'Office au passé glorieux fut en effet le fer de lance des carrières des Claude Jutra, Michel Brault, Gilles Carle, Denys Arcand et combien d'autres? Elle est bien révolue, l'époque où des cinéastes n'avaient qu'à écrire sur une page «nous aimerions faire un film sur la lutte, le mercredi soir au Forum» pour ainsi obtenir le feu vert et tourner *La Lutte* (coréalisation: Brault, Carrière, Fournier, Jutra).

L'institution, née de suggestions du documentariste britannique John Grierson, a participé à la naissance du cinéma au Québec et au Canada. Mieux, elle l'a enfanté. Mais le 7^e art a grandi, une industrie tout entière s'est développée et c'est maintenant le privé qui tient le haut du pavé. A quoi bon l'ONF maintenant que le savoir s'est développé? A quoi bon une maison mère quand ses enfants tournent partout et qu'ils crient famine?

C'est dans le but de se mettre au diapason de la réalité des années 90 — forte présence du privé, multiplication des chaînes, émergence des nouvelles technologies — que l'ONF a donc entrepris en 1996 de revoir son mandat. Une nouvelle révision du rôle de l'ONF aura lieu en 2000, alors que l'Office se dotera d'un nouveau plan d'action. Les grandes lignes de ce nouveau plan se laissent deviner.

Côté création, l'Office a choisi de se concentrer sur le documentaire et l'animation, ce qu'il continuera certainement de faire dans le prochain siècle avec pour objectif de provoquer des débats sur des sujets d'importance. Par l'entremise d'un programme de cinéastes en résidence, l'ONF essaie par ailleurs d'encourager timidement l'émergence d'une relève. Côté diffusion, la numérisation des titres a été réalisée par l'entremise du bras de la CinéRobothèque. Cela ouvre une nouvelle possibilité: la diffusion à distance via l'Internet, créneau que l'Office compte fermement développer. Dès l'automne, l'ONF lancera en partenariat CinéRoute, un projet-pilote qui permettra de rendre accessibles un millier de titres à distance et à toute heure du jour sur un ordinateur chez vous. Et c'est sans parler des projets en multimédia que caresse l'ONF, comme la confection par les programmes anglais et français d'un site Internet sur l'histoire du Canada.

La commissaire Macdonald estime maintenant que l'ONF pourra compter sur un financement stable, financement qui provient du gouvernement fédéral. Eh bien soit. Il ne faut cependant pas oublier que les soixante premières années d'existence de l'ONF ont été marquées par des promesses, suivies aussitôt d'importantes «rationalisations» dans les budgets et les effectifs. Encore en début d'année, le comité consultatif national sur le long métrage, issu du secteur privé, recommandait dans son rapport d'obliger l'ONF à financer, à la hauteur de cinq millions par an, des premiers longs métrages de fiction.

Un rôle essentiel, en marge et en complément du privé. Voilà le créneau que tente d'occuper l'ONF. En même temps, il devra, comme toujours, se méfier des écueils et des pièges tendus sur sa route, faire plus avec moins comme c'est devenu monnaie courante dans tous les domaines. A cet égard, l'ONF ne dispose que de deux armes: la qualité de sa production future et l'amour du public, l'un et l'autre allant de pair.

ACTUALITÉS

Le gradualisme est en vogue... en Écosse, page A 2

ACTUALITÉS

Diane Wilhelmy à New York: l'économie mène le bal, page A 3

L'ENTREVUE

François Cheng: l'homme de tous les échanges, page B 1

Le geste de Belgrade n'infléchit pas l'OTAN

La libération de trois soldats américains n'a pas empêché la poursuite des bombardements

D'APRÈS AFP, REUTERS, AP ET LIBÉRATION

Les États-Unis et l'OTAN ont réaffirmé hier que les frappes contre la Yougoslavie se poursuivraient, en dépit de la libération par Belgrade de trois soldats américains, alors que Moscou annonçait une relance des efforts diplomatiques pour résoudre la crise.

Le gouvernement yougoslave, qui a remis dans la matinée les trois G.I.s au pasteur Jesse Jackson, a indiqué pour sa part qu'il attendait en retour un geste de bonne volonté.

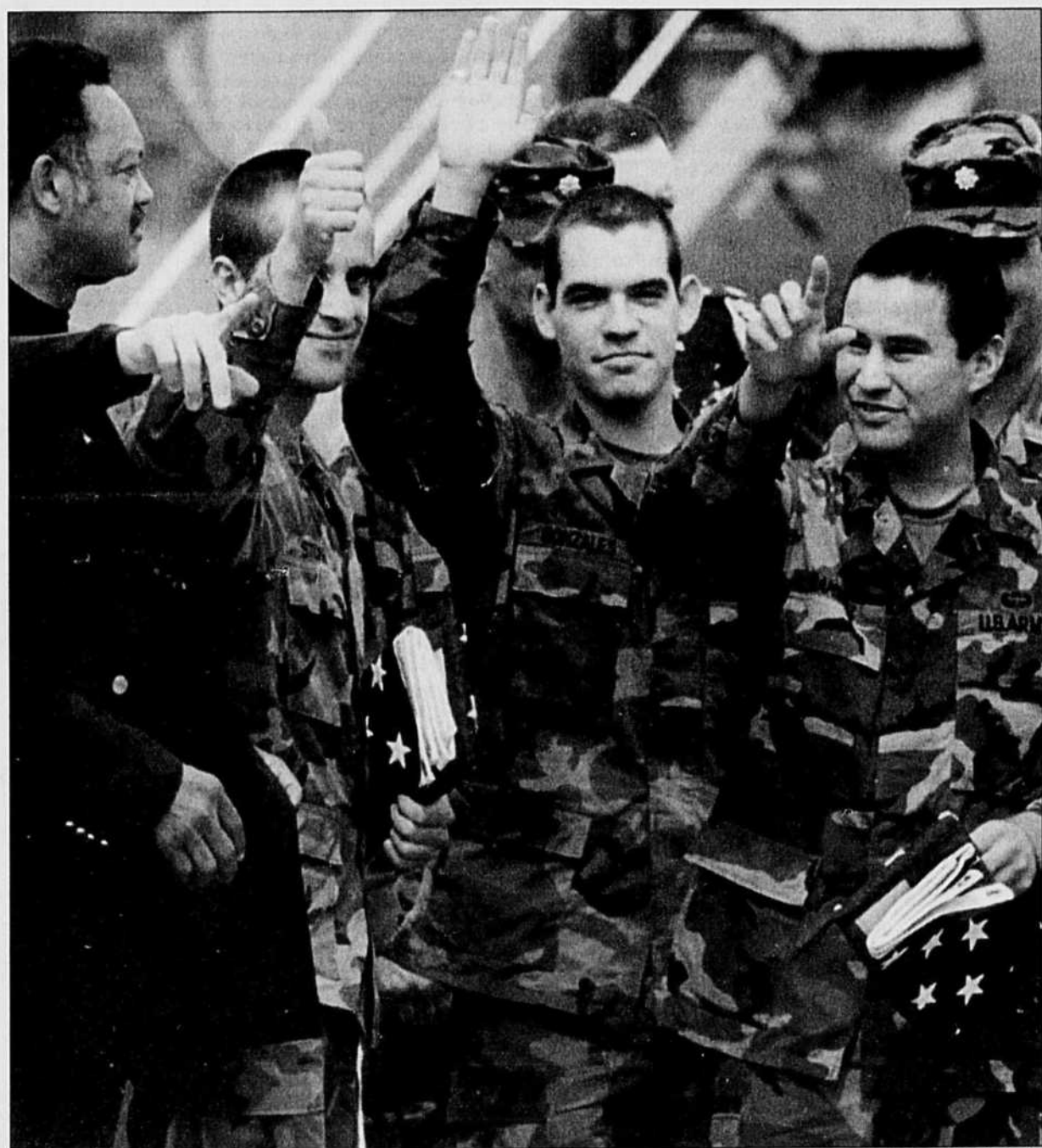
Capturés le 31 mars dernier, Steven Gonzalez, Andrew Ramirez et Christopher Stone sont arrivés en fin d'après-midi

sur la base militaire américaine de Ramstein, en Allemagne, en provenance de Zagreb, qu'ils avaient gagné par la route.

«La libération des prisonniers américains constitue un geste de bonne volonté et démontre notre ferme engagement à parvenir à des solutions politiques durables entre l'Etat et les représentants de tous les groupes ethniques au Kosovo», a déclaré Nebojsa Vovojic, porte-parole du ministère yougoslave des Affaires étrangères.

VOIR PAGE A 8: BELGRADE

■ La Serbie est ruinée, page A 5



REUTERS HRVOJE POLAN

TROIS SOLDATS américains, radioux, ont franchi hier à pied la frontière croate avec le pasteur Jesse Jackson (à l'extrême gauche sur la photo) qui venait d'obtenir leur libération en Yougoslavie. Les trois hommes, l'air en bonne forme et très heureux, ont brièvement raconté aux journalistes qu'ils avaient été isolés mais bien traités. «Nous avons été très bien traités, ils étaient très gentils avec nous, la nourriture était convenable», ont dit les trois soldats, dans la même tenue de combat qu'ils portaient lors de leur capture le 31 mars à la frontière entre la Yougoslavie et la Macédoine. À lire en page A 5: un portrait de Jesse Jackson.

La DPJ est devenue un fourre-tout, déplore Baril

Les services sociaux devront aussi faire la preuve de leur performance

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

La Direction de la protection de la jeunesse est devenue un immense «fourre-tout», une porte d'entrée unique pour tous les maux réunis de la jeunesse en détresse, estime le ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse, Gilles Baril.

Au lendemain de l'annonce d'un plan d'action de 27,5 millions pour contrer la détresse chez les jeunes, le ministre Baril, de passage au *Devoir*, a parlé d'un important coup de barre à donner dans les services destinés à la jeunesse.

«La DPJ doit se limiter à faire de la protection. Elle a été créée il y a 20 ans pour cela. Mais c'est aujourd'hui devenu la porte d'entrée pour tous les problèmes de détresse des

VOIR PAGE A 8: DPJ

LE MONDE

Attentat de Londres: Scotland Yard coffre un «loup solitaire»

■ À lire en page A 5

Référendum sur l'Alternative unie

Le Reform est à un point tournant

Le chef réformiste Preston Manning a mis tout son poids derrière le projet de l'Alternative unie. Les membres de son parti décideront ce mois-ci, par voie de référendum, s'ils veulent continuer à explorer cette piste. Le projet ne fait pas l'unanimité au sein du Reform, y compris chez les députés.

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

«Les réformistes doivent-ils continuer à participer au processus de l'Alternative unie? Oui ou non?» Cette question d'apparence toute simple a réussi à provoquer une crise existentielle au sein du parti de Preston Manning et un mouvement d'opposition d'une ampleur jamais vue au sein de la députation.

A ce jour, 14 des 59 députés se sont prononcés ouvertement contre le projet piloté par leur chef. Selon un des dissidents, cinq ou six autres députés s'opposeraient à l'AU mais ils refusent de s'afficher pour ne pas nourrir la division. Pour ou contre le projet, les députés nient publiquement l'existence de tensions au sein du caucus mais

VOIR PAGE A 8: REFORM

Israël pluriel

Pour l'heure, la campagne électorale israélienne a pris la tournure d'un débat identitaire

JOYCE NAPIER
COLLABORATION SPÉCIALE

Jérusalem — Vous pouvez difficilement la rater, elle vous saute au visage, cette annonce qui occupe un quart de la une des journaux de vendredi, les gros journaux israéliens, ceux du week-end: «Libre de vous marier, de divorcer, de manger, de vous amuser et de faire les magasins le jour du sabbat. Votez Meretz!»

Pour un public occidental, le message est plutôt étonnant. Libre de se marier, de divorcer de gaspiner le samedi et de manger ce qu'on veut... En Occident, un parti politique se ferait rire au nez avec un programme électoral pareil. Pas ici. En Israël, ce genre de message est devenu presque révolutionnaire.

Meretz, c'est le parti pour ainsi dire ultra-laïque, aussi laïque que les partis religieux peuvent être ultra-orthodoxes. Deux extrêmes qui incarnent bien les choix qu'aurait à faire les Israéliens lorsqu'ils iront voter le 17 mai prochain.

A l'autre bout de l'horizon électoral, il y a le parti Shas, celui des juifs séfarades ultra-religieux du Moyen-Orient, avec leurs austères lois rabbiniques et leurs ambitions de dicter jusqu'au comportement sexuel de leurs compatriotes. Les ultra-orthodoxes de l'Europe de l'Est, aussi désireux de pouvoir, ont,

eux aussi, leur parti et leur poids politiques.

Dieu et bien entendu l'économie, l'argent, voilà les deux grands thèmes de la campagne électorale israélienne, une campagne locale. Les juifs ultra-religieux, exemptés du service militaire, obligatoire pour tous les autres citoyens israéliens, exemptés même de travail et qui reçoivent une rémunération de l'Etat pour étudier dans leurs écoles rabbiniques, sont maintenant une plus grande plaie sociale pour les juifs laïques que les arabes.

Il n'est presque jamais question du processus de paix, des territoires occupés par Israël en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et de la déclaration d'un Etat palestinien.

«Le processus de paix, c'est réglé, tout ça, explique Ze'ev Chafetz, écrivain et journaliste satirique. Tout le monde sait qu'il y aura un Etat palestinien, qu'Israël va se retirer du Golan et de la Cisjordanie. Ça n'énerve plus personne. Ce qui nous énerve, ce sont les rabbins et le contrôle qu'ils exercent sur nous.»

D'ailleurs, depuis le début de la campagne, en janvier dernier, il n'y a pas eu d'attentats terroristes pour galvaniser les électeurs. De plus, la déclaration d'un Etat palestinien, d'abord fixée pour demain, en pleine campagne électorale, a été reportée de huit mois, la semaine dernière, par le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

VOIR PAGE A 8: ISRAËL



ALBERTO DENKBERG REUTERS

À la recherche d'appuis politiques, le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a longuement discuté hier avec le leader bédouin Suleiman al-Karnawi, à Rahat.

MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé et chaud.
Max: 27 Min: 8

Québec
Ensoleillé.
Max: 27 Min: 5

Détails, page A 4

INDEX

7 75313 00064 1

Annances B 3
Avis publics A 4
Culture B 8
Économie B 2
Éditorial A 6
Entrevue B 1

Le monde A 5
Les sports B 5
Mots croisés A 4
Planète B 4
Religions B 6
Télévision B 7

www.ledevoir.com

• LES ACTUALITÉS •

Des élections historiques le 6 mai

Le gradualisme est en vogue... en Écosse

À quelques jours d'élections historiques en Écosse, le professeur David McCrone, de l'université d'Édimbourg, compare, dans une entrevue au *Devoir*, les nationalismes écossais et québécois, qui ont selon lui beaucoup en commun, notamment le fait d'être adaptés à la mondialisation plutôt que d'être tournés vers le passé.

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

L'ancien James Bond, Sean Connery, a volé au secours du Parti nationaliste écossais (SNP), cette semaine, en faisant brièvement campagne à Édimbourg à dix jours des élections historiques du 6 mai pour la formation du premier Parlement écossais en 300 ans.

Ce fils des banlieues ouvrières de la capitale écossaise, qui arbore au bras droit un tatouage «*Scotland Forever*», est l'une des dernières cartes du SNP dans cette campagne qui se soldera, si on en croit les sondages les plus récents, par une victoire du Parti travailliste.

Le SNP prône l'indépendance de l'Écosse, qui a cessé d'être un État souverain pour s'intégrer au Royaume-Uni en 1707. En 30 ans, l'appui à l'indépendance a doublé pour atteindre près de 40 % de l'électorat aujourd'hui. C'est d'ailleurs en grande partie pour contrer le mouvement souverainiste que le premier ministre britannique Tony Blair a consenti à une réforme constitutionnelle qui accroît l'autonomie de l'Écosse (comme d'ailleurs celle du Pays de Galles, où des élections auront également lieu jeudi) en leur accordant un Parlement autonome au sein du Royaume-Uni.

L'Écosse pratique déjà largement l'autonomie. Mais cette autonomie est d'ordre administratif. L'Écosse a son propre système de santé, son propre système d'éducation, son propre système de droit. Mais les décisions politiques sont prises à Westminster.

Une chance à la «dévolution»

Pour le professeur David McCrone, de l'université d'Édimbourg, qui était de passage à Montréal la semaine dernière, cette élection du 6 mai, la renaissance du Parlement autonome, n'est qu'une étape vers la souveraineté complète de l'Écosse.

«Ce n'est qu'un premier pas», dit l'auteur de *The Sociology of Nationalism: Tomorrow's Ancestors*. «Ce n'est pas un événement, c'est un processus. Si la dévolution est un succès, les Écossais vont se dire: "Si on peut réussir cela, on peut faire encore plus." Si ça ne fonctionne pas, ils se diront que c'est parce que nous ne disposons pas encore de tous les pouvoirs requis et qu'il nous en faut encore davantage. Dans les deux cas, la marche vers l'indépendance va se poursuivre.»

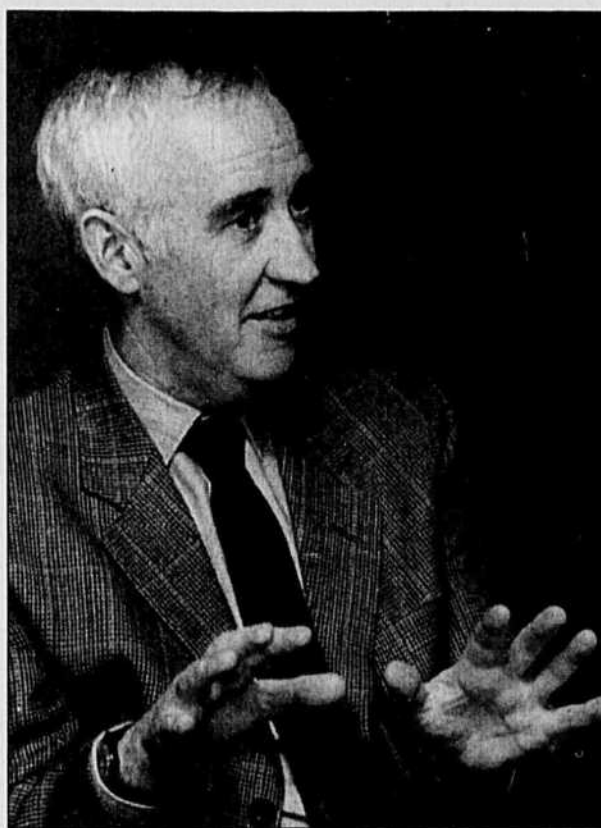
Ce «gradualisme», un concept appuyé par le chef du SNP, Alex Salmond, mais contesté par les «fondamentalistes» de son parti, qui lui reprochent d'avoir mis une sourdine à la revendication plus radicale de l'indépendance durant cette campagne, est donc en vogue en Écosse.

Même si M. Salmond appuie la formule gradualiste, les électeurs vont le reléguer dans l'opposition le 6 mai. Le problème du SNP, selon M. McCrone, c'est que son programme officiel prévoit un référendum sur l'indépendance quatre ans après les élections, quoi qu'il advienne du Parlement autonome. Or les Écossais veulent donner une chance à la dévolution.

«Le problème du SNP, c'est qu'il demande aux électeurs de rejeter à l'avance, en lui donnant le pouvoir, quelque chose qu'ils n'ont pas encore expérimenté», dit McCrone.

Rien de nostalgique

Cette ambivalence, cette prudence des Écossais n'est qu'une des caractéristiques communes aux nationalismes écossais et québécois qu'il connaît pour les avoir étudiés tous les deux.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pour David McCrone, de l'université d'Édimbourg, la prudence est une des caractéristiques communes aux nationalismes écossais et québécois.

Les deux mouvements ont aussi une composante sociale, ils sont à gauche du centre. Certes, ils ont un rapport avec les origines culturelles, mais ce sont surtout des nationalismes de nature politique bien adaptés à la nouvelle donne mondiale. Le nationalisme écossais n'a rien de nostalgique. «Nous vivons dans un monde post-nationaliste, dit-il. Salmond le sait. Il ne veut pas recréer les conditions de la souveraineté en vigueur au XIX^e siècle. On va vers de nouvelles solutions.» L'objectif est de permettre aux Écossais de tirer leur épingle du jeu de la mondialisation.

«Ce qui compte de nos jours, ajoute-t-il, ce n'est pas autant les racines que la destination [What matters is routes, not roots.] Ce n'est pas d'où l'on vient mais où l'on va. Cela étant dit, on ne peut pas ignorer d'où l'on vient et qui nous sommes car c'est ce qui détermine l'existence d'une volonté collective d'aller quelque part.»

Les nationalismes modernes ne visent pas une indépendance pour l'indépendance mais plutôt, a-t-il expliqué, de nouvelles manières de partager la souveraineté.

Dans le cas du Québec, cette préoccupation se manifeste dans les débats qui ont cours sur une éventuelle monnaie commune nord-américaine et sur notre participation à l'ALENA. Dans le cas de l'Écosse, explique M. McCrone, il s'agit de s'inscrire dans l'Union européenne.

«Il y a 300 ans, dit le professeur, l'Écosse s'est jointe à une union, le Royaume-Uni, pour tirer avantage de l'empire britannique et de son influence dans le monde. Nous en avons tiré des avantages politiques et économiques énormes. Mais l'empire britannique n'est plus; les avantages que nous en tirions se sont évanouis avec lui. Si l'Écosse devient indépendante, elle se joindra à l'Union européenne. En fait, nous passerions d'une union à l'autre.»

Et l'intégration à l'Europe ne fait pas peur aux Écossais, dont l'identité est bien affirmée. «Nous sommes l'une des plus anciennes nations d'Europe, dit M. McCrone. 92 % des Écossais se définissent comme Écossais. La question de l'identité ne se pose même pas pour eux.»

L'avenir de TV5

Maltais nie avoir «comploté» contre la France

La ministre québécoise de la Culture est «outrée» par les propos de Sheila Copps

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

Paris — Le Québec et le Canada n'ont pas fait «front commun» contre la France sur la gestion de TV5, déclare la ministre québécoise de la Culture, Agnès Maltais, qui s'est dite «outrée» que son homologue fédérale, Sheila Copps, puisse prétendre le contraire.

«Je suis outrée, c'est le mot qui résume le mieux mon sentiment», a dit Mme Maltais hier à Paris. Je trouve inacceptable que Mme Copps présente une négociation multilatérale comme un affrontement. Elle fait comme s'il y avait eu un complot contre la France. Je ne veux pas être associée à ce type de comportement.»

L'embellie annoncée dans le différend Ottawa-Québec autour de la culture (et plus précisément de la diversité culturelle) aura été de courte durée. En fin de semaine, la ministre Copps annonçait que le temps était venu de «tourner la page»: la sortie de Mme Maltais laisse croire que ce ne sera pas facile.

Ce petit accrochage fait suite à une réunion des partenaires de TV5, la télévision francophone internationale, à la fin de la semaine dernière à Bruxelles. À l'issue de la rencontre, Mme Copps s'est réjouie d'avoir contré, main dans la main avec Mme Maltais, les velléités françaises de placer TV5 des Amériques (dont le siège est à Montréal) sous une gestion unique et parisienne.

À Bruxelles, les deux ministres ont bel et bien défendu une position commune. Mais elles ne sont pas allées jus-

qu'à «travailler ensemble jour et nuit», comme l'a prétendu Sheila Copps. «Ce n'est pas vrai, s'est empressée de dire Agnès Maltais. Nous nous sommes vues cinq minutes le premier soir et 15 minutes le lendemain matin avant la réunion.»

Au delà de ces considérations sur l'emploi du temps de chacune, c'est le ton des déclarations de Mme Copps qui a déplu à la ministre québécoise. Avant même le début de la rencontre ministérielle, la Canadienne avait proposé à son homologue québécoise un projet de communiqué faisant état de leur «front commun». «J'avais refusé, et je retrouve les mêmes termes le lendemain dans les médias. C'est inacceptable», a déploré Mme Maltais.

Depuis 15 ans, Ottawa et Québec «refusent de faire étalage de leurs différences», ont toujours défendu les mêmes positions dans le dossier TV5, Mme Maltais ne comprend pas que Mme Copps présente aujourd'hui cette situation «normale» comme un «front commun contre la France». «Est-ce qu'on cherche à séparer la France et le Québec? Ou est l'intérêt de braquer les Français et les Européens?»

Mme Copps est peut-être simplement guidée par des considérations de «politique intérieure», dit-elle. «Il y a un mois, elle avait boycotté une réunion sur la diversité culturelle à Paris parce que le Québec y avait aussi été invité. Aujourd'hui, elle parle de "bonnes relations" et d'"intérêts convergents".»

Entre-temps, souligne Mme Maltais, les sondages ont montré qu'une grande majorité de Québécois pensent que le Québec doit parler de sa propre voix dans le débat sur la diversité culturelle.

Le budget ontarien offrira encore des baisses d'impôts

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Comme ce fut le cas lors du premier budget du gouvernement conservateur de Mike Harris, en 1996, les baisses d'impôts seront la pièce maîtresse du nouveau budget qui doit être dévoilé demain.

La promesse des conservateurs de réduire de 30 % l'impôt provincial, en 1995, les avait aidés à reprendre le pouvoir après 10 ans passés dans l'opposition. Et à la veille d'une campagne électorale qui pourrait être déclenchée dès mercredi, Mike Harris compte faire valoir le même argument. Il entend présenter les conservateurs comme le seul parti politique ontarien à offrir une baisse d'impôts généralisée.

Les néo-démocrates, actuellement en troisième place dans les intentions de vote, ont promis de ramener les taux d'imposition provinciaux aux niveaux de 1995 pour les particuliers gagnant plus de 80 000 \$.

Les libéraux, les plus sérieux adversaires des conservateurs, ont indiqué qu'ils ne toucheraient pas aux baisses d'impôts des conservateurs, mais qu'il n'y en aurait pas d'autres tant que le budget ne serait pas équilibré, l'an prochain.

Le budget déposé demain dévoilera le calendrier de la prochaine baisse de 20 % des taux d'imposition sur les revenus des particuliers, et de 20 % sur la portion provinciale des impôts fonciers.

Combinées, ces baisses remettront

4,5 milliards de dollars dans les portefeuilles des travailleurs et propriétaires de maisons de l'Ontario, et créeront quelque 825 000 nouveaux emplois d'ici cinq ans, disent les conservateurs.

Cela suffira-t-il à séduire l'électorat? La portée politique des baisses d'impôts n'est plus aussi importante qu'elle l'était en 1995, croit le professeur James Laxer, politologue à l'université York, à Toronto. Les Ontariens sont maintenant plus enclins à estimer qu'ils pourraient se payer un système de santé et un système scolaire convenables.

En revanche, il ne faut pas sous-estimer la préoccupation de la population à l'égard de l'escalade des ponctions du fisc. Malgré des baisses d'impôts en 1998, le Canada a toujours le plus haut taux d'imposition sur les revenus et les bénéfices au monde.

Le magazine *Financial Post* écrivait récemment que les Canadiens sont «taxés à mort» et que «si l'on tient compte de toutes les hausses de l'impôt sur les revenus des particuliers, des taxes sur les biens et services, des impôts fonciers et des taxes cachées, les Canadiens travaillent maintenant six mois par année pour remplir les coffres du gouvernement».

Les conservateurs pourraient annoncer le 11 mai la tenue d'élections le jeudi 10 juin prochain. Mais Mike Harris pourrait aussi décider de convoquer les électeurs aux bureaux de scrutin dès mercredi — le vote aurait alors lieu le jeudi 3 juin.

EN BREF

Pagé absente des fêtes du 1^{er} mai

Le Devoir — La présidente de la Centrale d'enseignement du Québec (CEQ), Lorraine Pagé, s'est abstenue de participer aux fêtes du 1^{er} mai. On se rappelle que la veille elle avait été reconnue coupable de vol à l'étalage. C'est la première vice-présidente de la CEQ, Monique Richard, qui a remplacé Mme Pagé. Cela étant, les syndiqués présents à la marche du 1^{er} mai ont exprimé le souhait que Mme Pagé demeure à son poste de présidente. Plusieurs sont allés jusqu'à qualifier de trop sévère le châtiment imposé à Mme Pagé. Selon le président de la FTQ, Henri Massé, il serait important que Mme Pagé reste à la tête de la CEQ. Pour sa part, Gerald Larose, président de la CSN, s'est montré plus discret. D'après lui, le maintien de Mme Pagé au poste qu'elle occupe est une question qui regarde les membres de la CEQ et seulement eux.

Record au Festival Vues d'Afrique

(PC) — Le 15^e Festival Vues d'Afrique a pris fin hier à Montréal sur un record d'achalandage. Selon les premières estimations, plus de

15 000 personnes ont participé à l'une ou l'autre des activités de ce festival africain et créole, soit un peu plus que l'an dernier. Cette année, un plus grand nombre de films ont été présentés aux visiteurs. Les cinéphiles pouvaient également apprécier la gastronomie, la littérature et les œuvres d'art créoles et africaines. Pas moins de 200 bénévoles ont participé à l'événement.

Le chômage frappe durement les jeunes

(PC) — Le chômage frappe encore durement les jeunes au pays, en dépit des programmes gouvernementaux censés les aider à trouver de l'emploi. Le taux de chômage dans la tranche d'âge des 15 à 24 ans se maintient nettement au-dessus de la moyenne nationale. En mars, il était de 14,3 %, ce qui représente 362 000 personnes. C'est moins qu'en 1997, alors que ce taux était de 16,7 %, mais plus qu'en 1990, où il se chiffrait à 12,7 %. C'est également beaucoup plus que le taux de chômage de 6,6 % qui affecte les personnes de 25 ans et plus. Et le nombre de jeunes prestataires de l'assurance-emploi a dégringolé à 15 % en 1997, contre 55 % en 1989 — une chute plus marquée que pour tout autre groupe d'âge, indiquent les données de Statistique Canada.

NE LISEZ PAS CECI!



C'EST CE QUE DES GOUVERNEMENTS DU MONDE ENTIER DISENT À LEURS CITOYENS. MAIS MÊME LES JOURNAUX INTERDITS, COMME CELUI-CI EN ALGERIE, REUSSISSENT À ÊTRE DISTRIBUÉS DANS LES RUES.

Journée
Mondiale de
la Liberté de
la Presse



Association Mondiale des Journalistes
FORUM MONDIAL DES REDACTEURS EN CHIEF

25, rue d'Astorg, 75008 Paris, France. Tél: +33 1 47 42 85 00 Fax: +33 1 47 42 49 48
Visitez le site web de la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse: <http://www.wan-press.org>

Une grande
voiture.



Un petit prix.
379 \$
PAR MOIS*

LOCATION 36 MOIS
PASSAT GLS 99

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

* L'offre s'applique à une Passat GLS 1999, 5 vitesses, neuve. Photo à titre indicatif seulement. Versement initial de 2 875 \$ ou échange équivalent. Dépôt de garantie de 430 \$ requis à la transaction. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 0,10 \$ du km additionnel après 60 000 km. Sujet à l'approbation de crédit de Crédit VW Canada, Inc. Offre valide pour un temps limité. L'offre ne s'applique qu'aux particuliers et que pour un usage personnel et non commercial. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Chez les concessionnaires participants.

Êtes-vous fait
pour Volkswagen?

1 888 ROULE VW ou VW.COM



LES CONCESSIONNAIRES
VOLKSWAGEN

• LES ACTUALITÉS •

Entrevue avec Diane Wilhelmy, déléguée générale du Québec à New York

L'économie mène le bal

Sans statut diplomatique aux États-Unis, le Québec met l'accent sur les échanges commerciaux, le libre-échange et l'économie du savoir

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE
QUÉBEC

À la tête de la délégation générale du Québec à New York depuis septembre dernier en remplacement de David Levine, Diane Wilhelmy est bien consciente des limites imposées à la diplomatie québécoise. Le prochain conseiller aux affaires dites «nationales» de la délégation, Gaston Harvey, un diplomate chevronné qui était basé à Paris, ne pourra pas s'établir à Washington; les États-Unis ne lui accorderont pas de visa pour ce faire. Il devra demeurer à New York et faire la navette, comme l'exige Ottawa, qui ne tolère, pour toute présence québécoise à Washington, qu'un petit bureau... de tourisme.

Mais Diane Wilhelmy ne s'en plaint pas. Pour elle, les liens économiques, ou sur les plans du savoir et des arts, qui se tissent, de plus en plus nombreux, entre les Québécois et les Américains, de la côte atlantique surtout, valent davantage que des relations politiques dans la capitale américaine. Le pouvoir politique est «diffus», l'économie mène le bal et les États américains comptent beaucoup pour le Québec, a dit la déléguée générale lors d'une entrevue qu'elle a accordée au *Devoir* dans ses bureaux du Rockefeller Center à New York.

À 51 ans, Diane Wilhelmy a une longue carrière derrière elle comme haut fonctionnaire au ministère du Comité exécutif du Québec et elle a enseigné également à l'École nationale d'administration publique (ENAP). En 1992, alors qu'elle est secrétaire générale associée aux Affaires inter-

gouvernementales canadiennes, sa vie bascule. Au cœur de la négociation de l'Accord de Charlottetown, une conversation entre elle et le conseiller André Tremblay, qui utilisait un cellulaire, est captée et rendue publique. C'est l'affaire Wilhelmy. Elle en parle encore aujourd'hui, et de son combat juridique qui l'a menée jusqu'en Cour suprême.

L'économie d'abord

Aux États-Unis, le Québec n'a pas de statut diplomatique alors qu'en France, le Québec jouit de ce statut depuis la fin des années 60, une décision du général de Gaulle. Le grand frère d'Ottawa veille à ce que le Québec reste à sa place aux États-Unis. Sur le plan politique, le Québec peut entretenir des liens directs avec les États américains, comme en témoigne la rencontre entre Lucien Bouchard et le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, lors de la dernière visite du premier ministre aux États-Unis, et le rôle de la délégation, qui fêtera ses 60 ans l'an prochain, consiste essentiellement à promouvoir le Québec en matière économique, culturelle et scientifique. Mais la délégation doit également fournir les inevitables explications sur les questions nationale et linguistique.

«Ce qu'on vit comme changement fulgurant de notre économie, ce qui est en train de se transformer dans le cadre de la zone des Amériques, ça passe par l'économie», fait valoir Mme Wilhelmy. Les échanges économiques entre le Québec et les États-Unis, dans cette bande nord-sud de l'Est américain, ont plus que doublé en dix ans. Les États-Unis ont dépassé le reste du Canada

au titre de premier partenaire économique du Québec.

«Et l'économie aux États-Unis, c'est très régionalisée», souligne la déléguée. Dans ce contexte, «les États, les bureaux de gouverneur, c'est très important pour le Québec», dit-elle. Le pouvoir n'est pas seulement à Washington. «M. Pataki, c'est quelqu'un de très important quand on regarde qui on est, et quelle est notre économie», estime la déléguée.

«Ces zones commerciales deviennent des zones de solidarité», dit-elle. Ce «voisinage-là», cette «force», revêt une grande importance pour l'avenir du Québec. De plus en plus d'Américains seront convaincus que, peu importe ce qui arrivera au statut politique et constitutionnel du Québec, «il n'y a rien qui va changer». Cette perception, «c'est majeur, c'est tellement important», estime Mme Wilhelmy.

Les artistes québécois

«La réalité de notre économie, elle est ici. Ce n'est pas juste qu'on veut vendre aux États-Unis, on est ici», fait observer la déléguée générale. Dans la mode, dans les appareils de télécommunications, dans le matériel de transport. La délégation mettra l'accent sur le multimédia et les technologies de l'information, l'industrie biomédicale, la mode et l'industrie agroalimentaire. Les produits d'alimentation en provenance du Québec — esturgeon et saumon fumés, crevettes, fines herbes et laitues spécialisées, fromage — sont de plus en plus connus, note-t-elle.

Les Américains, selon Mme Wilhelmy, accordent énormément d'importance à la dimension économique

de leurs rapports avec le Québec. «La dominante économique teinte tout, même la culture», fait valoir Mme Wilhelmy, dans la façon que la délégation établit des relations entre les artistes québécois et les organisations de diffusion, ce que les Américains appellent des «presenters». Ce sont des institutions privées, bien souvent, le Lincoln Center, le Brooklyn Academy of Music, le Victory Theater, les galeries. Les Américains achètent l'excellence, l'originalité, dit Mme Wilhelmy. «S'il y a une ville où le jeu de l'offre et de la demande est la règle quotidienne, c'est bien New York, et ça s'applique au premier rang au monde des arts et de la culture. Mais une de mes belles surprises, c'est de constater jusqu'à quel point les artistes québécois sont connus et appréciés.»

Ces intenses relations existent également dans le monde universitaire «où la dimension économique prime aussi». Dans le domaine biomédical, notamment, un grand nombre de Québécois sont formés aux États-Unis et ces spécialistes sont connus dans bien des grandes institutions américaines.

Le nationalisme, dans tout cela? «Il faut expliquer, il faut nous situer sans arrêt», explique «comment on peut faire la promotion de l'identité culturelle tout en étant libre-échangiste», dit Mme Wilhelmy. Les Américains ne sont pas d'emblée une appréciation favorable du nationalisme ou encore de la diversité culturelle, un thème qui est devenu un leitmotiv au ministère des Relations internationales et qui passe bien dans les pays européens et latino-américains. De même, l'étatisme québécois nécessite des explications aux États-Unis, où «il n'y

a pas de sociétés d'État et où c'est le privé dur», dit-elle.

Problème de perception

Il existe un problème de perception du Québec aux États-Unis, reconnaît Mme Wilhelmy. La délégation distribue maintenant une traduction des principaux articles de la presse québécoise francophone pour pallier le traitement de la presse anglophone «qui ne donne qu'une facette de la réalité», dit-elle. Certains sujets, comme Grande-Baleine ou le traitement des minorités, ont fait l'objet d'une couverture particulièrement dévastatrice aux États-Unis. «Il y a eu des choses très négatives écrites sur le Québec et répétées dans les médias électroniques. Dans certains cas, c'étaient les dossiers de presse complets qui étaient dévastateurs. C'est sûr que ça arrive encore, mais la couverture s'est améliorée», juge Mme Wilhelmy.

De même, le discours du gouvernement québécois aux États-Unis a changé. Il traite d'échanges commerciaux, de libre-échange, d'économie du savoir. Mme Wilhelmy parle d'une «conscientisation des acteurs politiques et économiques», de l'annonce «d'une stratégie de marketing» annoncée par le premier ministre Lucien Bouchard dans la foulée du rapport Levitt, qui concluait que le Québec était mal compris aux États-Unis. Les Américains «ne savent pas encore jusqu'à quel point nous sommes une société qui a pris le virage du savoir», dit-elle. La délégation générale «va devenir plus efficace encore dans les prochaines années» avec ce message centré sur les atouts du Québec, son dynamisme et sa modernité, estime Diane Wilhelmy.

L'appel du tam-tam



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

DES CENTAINES de personnes ont profité de la chaleur et du ciel bleu, hier, pour se rendre au pied du mont Royal afin d'écouter les rythmes vaudous et sud-américains de percussionnistes qui avaient pris place entre le carrousel et la statue de Georges Étienne Cartier.

Bob White quitte le CTC... sans oublier de dénoncer Chrétien

GORD MCINTOSH
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Bob White quitte la direction du Congrès du travail du Canada (CTC), la plus importante organisation syndicale au pays, de la même façon que lorsqu'il y a accédé: en s'en prenant à Ottawa.

Il y a toutefois une différence entre le moment où M. White est devenu président du syndicat fort de 2,4 millions de membres, en 1992, et celui de son retrait, prévu cette semaine. La personne occupant le bureau du premier ministre fédéral n'est en effet plus la même.

Parmi les libéraux aujourd'hui au pouvoir, nombreux sont ceux qui, alors qu'ils étaient de l'opposition, s'étaient alliés au CTC et à d'autres regroupements de travailleurs, notamment l'Alliance de la fonction publique du Canada, afin de faire la lutte au gouvernement conservateur de Brian Mulroney.

Dans son livre rouge qui allait lui valoir une victoire écrasante lors du scrutin national de 1993, le Parti libéral du Canada avait d'ailleurs inscrit la promesse de travailler de concert avec les syndicats et le milieu des affaires.

Aujourd'hui, le Canada domine les nations membres du G7 au chapitre des législations forçant le retour au travail de ses fonctionnaires en grève. Le pays a également établi de nouvelles marques en ce qui a trait aux jours perdus en raison de conflits de travail.

En outre, la relation des milieux syndicaux avec le gouvernement du premier ministre Jean Chrétien est devenue aussi froide que l'était celle avec les conservateurs.

«Le Canada va compléter ce siècle avec la terrible distinction [...] d'être le pays numéro un parmi le G7 à avoir légitimé afin de forcer des travailleurs à reprendre le travail», a déclaré en entrevue M. White, qui quittera son poste à l'occasion du congrès triennal du CTC, à Toronto.

Le dirigeant syndical s'en est particulièrement pris au premier ministre. «[Jean] Chrétien est d'opinion qu'ils [les libéraux] savent vraiment ce qui est bon pour les travailleurs, a-t-il indiqué. Il s'agit du gouvernement qui a

réalisé presque tout ce qu'il avait dit qu'il ne ferait pas.»

M. White, qui est devenu président des Travailleurs canadiens de l'automobile en 1984, après avoir été à l'emploi dans une usine de Woodstock, en Ontario, a dit croire que le gouvernement en place se vengeait des liens actuels existant entre le milieu syndical et le Nouveau Parti démocratique (NPD).

«Ils n'apprécient pas le fait que les milieux du travail entretiennent des liens avec le Nouveau Parti démocratique. Trop souvent, ces gens ont l'impression que nous nous exprimons au nom du NPD. Et ils écarquillent les yeux lorsque je vais en Saskatchewan et que je critique publiquement le [premier ministre néo-démocrate Row] Romanow.»



Ninon CARMANT

Étapes d'apprentissage du français par la grammaire nouvelle 2^e secondaire

Un apprentissage à la mode.

En vente dans toutes les librairies

EN BREF

Le Forum jeunesse du Bloc québécois a un nouveau président

(PC) — Le Forum jeunesse du Bloc québécois s'est choisi un nouveau président, lors de son congrès, tenu ce week-end à Sorel. Il s'agit d'Araham Niziblian, qui a été au cours de la dernière année le représentant de Montréal-Ouest au conseil exécutif du Forum. Plus de 7000 militants font partie du Forum jeunesse du Bloc.

Famille chilienne expulsée

(Le Devoir) — Les six membres de la famille Mondaca ont été expulsés samedi en direction de leur pays d'origine, le Chili. Après un long combat mené afin d'obtenir le statut de réfugiés politiques, les Mondaca ont appris vendredi dernier que la ministre de l'Immigration, Lucienne Robillard,

avait rejeté les arguments humanitaires avancés et défendus depuis 1996. Les groupes d'aide aux réfugiés se sont dits scandalisés tant par les méthodes employées que par la décision arrêtée par le ministère de l'Immigration. On se souviendra que la famille avait été hébergée dans une église espagnole de Montréal jusqu'à la semaine dernière. Selon Richard Saint-Louis, du ministère de l'Immigration, les Mondaca auraient abusé du programme d'immigration.

Incendie mortel

(PC) — Un incendie dans un immeuble à logements de Repentigny, à l'est de Montréal, a fait une victime et une dizaine de blessés, hier matin. Un homme de 65 ans, grièvement blessé durant l'incendie, a succombé à ses blessures à son arrivée à l'hôpital. Une quarantaine de logements ont été évacués, certains locataires devant quitter l'immeuble par le balcon. Plusieurs ont été incommodés par la fumée et ont subi des problèmes respiratoires. La cause du sinistre n'est pas encore connue.

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

ROLEX GENEVE

Explorer II en acier

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

Une grande voiture.



Un petit prix.
379 \$
PAR MOIS*

LOCATION 36 MOIS
PASSAT GLS 99

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

* L'offre s'applique à une Passat GLS 1999, 5 vitesses, neuve. Photo à titre indicatif seulement. Versement initial de 2 875 \$ ou échange équivalent. Dépôt de garantie de 430 \$ requis à la transaction. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 0,10 \$ du km additionnel après 60 000 km. Sujet à l'approbation de crédit de Crédit VW Canada, Inc. Offre valide pour un temps limité. L'offre ne s'applique qu'aux particuliers et que pour un usage personnel et non commercial. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Chez les concessionnaires participants.

Êtes-vous fait pour Volkswagen?™

1 888 ROULE VW ou VW.COM



LES CONCESSIONNAIRES VOLKSWAGEN

LE MONDE

EN BREF

Fête électorale au Panama

Panama (AFP) — Les Panaméens se rendaient en masse aux urnes hier pour participer aux élections générales qui se jouent entre les partisans de Martín Torrijos et ceux de Miraya Moscoso, candidats à la présidence, fils et veuve de deux leaders populistes historiques. En bon ordre et dans l'enthousiasme, arborant sur leurs casquettes ou leurs chemises les emblèmes et les couleurs de leurs candidats, les électeurs ont fait la queue devant les bureaux de vote, installés dans des établissements scolaires, dès leur ouverture. Selon les derniers sondages, la lutte devrait être serrée entre Torrijos, 35 ans, candidat de la coalition Nouvelle Nation dirigée par le Parti révolutionnaire démocratique (PRD) du président Ernesto Pérez, et Mireya Moscoso, 52 ans, de la coalition d'opposition Union pour le Panama, crédités chacun d'environ 40 % des intentions de vote. Les deux candidats ont des programmes semblables axés sur la lutte contre le chômage, qui touche 13,5 % de la population active, et la pauvreté dont souffrent 40 % des habitants, et se prononcent contre le néolibéralisme «sauvage».

Conférence sur les mines

Maputo (AFP) — Une conférence internationale sur les mines antipersonnel s'ouvre aujourd'hui à Maputo, sous l'égide des Nations unies. La capitale du Mozambique, l'un des pays les plus minés au monde, accueillera, pendant cinq jours, 800 délégués des pays signataires du traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines, des agences des Nations unies et des organisations non gouvernementales (ONG). Le traité d'Ottawa de 1997 a été signé par 134 pays, mais ratifié par seulement 72 d'entre eux. Les principaux producteurs de mines, tels les États-Unis, la Russie et la Chine, refusent de le ratifier. Selon le ministère des Affaires étrangères mozambicain, la conférence de Maputo examinera les moyens de libérer la planète de ces engins mortels, sur une période de 10 ans. C'est la deuxième fois que le pays accueille une conférence mondiale sur le sujet. Quelque deux millions de mines y auraient été enterrées durant les 16 années de guerre civile, qui a pris fin en 1992.

Neuf Algériens égorgés

Alger (Reuters) — Des rebelles islamistes ont égorgé neuf civils en Algérie dans la nuit de samedi à dimanche, a fait savoir l'armée. Il s'agit du premier massacre signalé dans le pays depuis l'élection du nouveau président, Abdelaziz Bouteflika, le 15 avril. Les rebelles ont massacré ces neuf civils, membres de familles de bergers, dans la localité de Kasni, province de Tiaret, à 220 km au sud-ouest d'Alger, ont rapporté les forces algériennes dans un communiqué diffusé par l'agence algérienne AFS. Plus de 70 000 personnes — civils, rebelles et soldats — ont été tuées depuis le début de la guerre civile en 1992, selon des estimations occidentales.

Dissidents chinois arrêtés

Hong-Kong (Reuters) — Les autorités chinoises ont arrêté une vingtaine de dissidents en divers points du pays à l'approche du 10^e anniversaire des manifestations de la place Tiananmen pour la démocratie, a annoncé dimanche à Hong-Kong un groupe de défense des droits de l'homme. Les arrestations ont eu lieu dans les provinces de Liaoning, Jilin, Heilongjiang et Hunan, a précisé le Centre d'information sur les droits de l'homme et le mouvement démocratique en Chine, basé à Hong-Kong. Les dirigeants communistes chinois cherchent à empêcher des dissidents de commémorer la manifestation du 4 juin 1989, que l'armée avait réprimée dans le sang à Pékin. Les autorités sont d'autant plus sur leurs gardes qu'elles ont dû faire face il y a une semaine à une manifestation sans précédent de plus de 10 000 adeptes d'une secte en plein Pékin. Il s'agissait du plus gros rassemblement de protestation observé dans la capitale depuis la manifestation de Tiananmen.

L'OLP est «sage», dit Jospin

Le Caire (Reuters) — Le premier ministre français Lionel Jospin a jugé «sage» hier la décision de l'OLP de reporter la proclamation d'un Etat palestinien qu'il avait initialement prévu de faire le 4 mai. «Nous avons tous considéré que les Palestiniens avaient le droit à un Etat», a déclaré le premier ministre lors d'une conférence de presse au Caire. «En même temps, nous avons jugé sage la décision des autorités palestiniennes de repousser cette proclamation, peut-être parce qu'elles souhaitent attendre le résultat des élections israéliennes [du 17 mai], aussi parce que c'est sûrement à travers un processus négocié que les choses se feront le mieux», a-t-il ajouté. Il a cependant souligné que si le processus de paix restait bloqué du fait de l'intransigence du gouvernement israélien, les Palestiniens seraient en droit de proclamer leur Etat.

Libérez les journalistes !

Vienne (AFP) — L'Institut international de la presse (IPI) appelle les gouvernements à «assurer la libération immédiate et sans condition des journalistes emprisonnés» pour avoir exercé leur liberté d'expression, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée aujourd'hui. L'IPI rappelle qu'à l'heure actuelle, «133 journalistes sont en prison en raison de leur travail ou de leurs opinions» et que la palme revient à la Chine, où sont détenus 13 journalistes, dans un communiqué rendu public hier. Le Népal et la Turquie comptent chacun 12 journalistes emprisonnés, suivis de l'Éthiopie et de la Syrie, où sont incarcérés 11 journalistes. Le 3 mai, qui a été officiellement déclaré journée mondiale de la liberté de la presse par les Nations Unies le 20 décembre 1993, sert à «célébrer les principes fondamentaux de la liberté de la presse» mais aussi à «informer le public des violations de la liberté d'expression», selon le communiqué.

La fin du monde est arrivée ...

New Delhi (AP) — Le plus grand chantier du monde de destruction de bateaux, situé dans l'ouest de l'Inde, est quasiment arrêté. Aucune grève à signaler pour autant. Quelque 35 000 ouvriers des chantiers de Alang ont simplement décidé de rentrer chez eux, persuadés que la fin du monde était arrivée. Le responsable de cette panique est un almanach publié dans un journal local et qui annonce le jour du Jugement dernier pour le 8 mai 1999. Avec au programme, tempêtes, tremblements de terre, éruptions volcaniques et températures inférieures à zéro. Des photocopies de l'almanach ont rapidement circulé dans les montagnes de l'Etat de Uttar Pradesh, où un séisme a tué récemment 55 personnes. Les ouvriers originaires de cet Etat et qui travaillaient à Alang, une ville de l'Etat de Gujarat, ont alors décidé d'un seul homme de rentrer chez eux, tout simplement pour mourir en compagnie de leurs proches. Même le gouvernement s'en est mêlé, appelant les ouvriers à ne pas croire ces prédictions, mais rien n'y a fait.

Après cinq semaines de frappes

La Serbie est ruinée

L'ampleur des destructions pourrait se chiffrer à 40 milliards de dollars

Les médias serbes martèlent régulièrement ceci depuis les raids aériens de l'OTAN commencés le 24 mars: «Les bombardements n'ont pas rempli les objectifs militaires» que l'Alliance s'était assignée. Le but est évidemment de redonner l'espoir à une population toujours plus éprouvée par les bombardements.

HÉLÈNE DESPIC-POPOVIC
LIBÉRATION

Podgorica — Après cinq semaines de frappes contre ses industries et son infrastructure, la Serbie a sauté de trente, voire de cinquante ans en arrière. L'ampleur des destructions est évaluée entre 15 et 40 milliards de dollars. Ce dernier chiffre avait été avancé par Vuk Draskovic, l'ex-vice-premier ministre fédéral de Yougoslavie (Serbie-Monténégro) peu avant son limogeage la semaine dernière. Les effets induits, notamment sur l'agriculture et l'environnement, sont incalculables. Aucun bilan détaillé n'a encore été dressé par les autorités yougoslaves et il est difficile de rassembler les données éparées, voire contradictoires, présentées par différents sources.

Selon le président des syndicats yougoslaves, 35 usines ont été détruites par les bombardements. Il s'agit surtout d'usines dont l'activité civile cohabitait avec un secteur militaire, et de la pétrochimie. Les syndicats estiment que les destructions ont ajouté 500 000 chômeurs au million enregistré officiellement avant guerre, dans un pays où le taux de chômage était de 27 % (en fait 50 % avec le chômage déguisé). Les fleurons de l'industrie lourde ont cessé d'exister. Les usines automobiles Zastava, à Kragujevac, qui produisaient également des munitions, sont un tas de ruines. Tout comme les usines de fabrication d'avions d'épandage agricole Lola-Utva à Pancevo, celles de fabrication d'aspirateurs Sloboda à Cacak, celles de machines agricoles Krušik à Valjevo, ainsi que l'usine de construction hydraulique et pneumatique 14. Oktobar à Krusevac et l'usine chimique Milan-Blagojevic à Lucani. Les entreprises de construction mécanique DMB-Rakovica et MIN-Nis sont elles aussi touchées, voire hors d'usage, selon une liste dressée par les syndicats indépendants Nezavisnost. La plupart d'entre elles travaillaient également pour l'armée.

Avant l'éclatement de la Yougoslavie, ces huit usines employaient quelque 67 000 travailleurs. Avant les frappes, elles comptaient plus que 25 000 personnes, le reste des salariés ayant été mis en «congé forcé»: ils percevaient un salaire minimum dont s'acquittent ou non — en tous les

cas jamais régulièrement — les entreprises, et ils ne sont pas répertoriés dans la catégorie chômeurs. Car à la veille des frappes, l'économie de la Serbie et de la Yougoslavie était déjà en faillite. Zastava, pratiquement monopoliste sur le marché de l'ex-Yougoslavie socialiste, ne produisait plus qu'un millier de voitures par an. «Depuis trois ou quatre ans, il n'y avait plus de croissance réelle. Les déficits s'étaient accumulés et les plus importants étaient générés par ces grosses entreprises tenues à bout de bras pour des raisons sociales», explique l'économiste monténégrin Nebojsa Medojevic, membre du G 17, un groupe d'économistes indépendants yougoslaves. En bref, explique-t-il, «l'industrie fonctionnait, mais elle ne payait pas d'impôts à l'Etat, ni de salaires aux travailleurs, ni les marchandises à ses fournisseurs, pas plus qu'elle ne remboursait les crédits bancaires».

Pas de chauffage cet hiver

Mais les bombardements de l'OTAN ont également frappé des secteurs productifs, comme la pétrochimie, et détruit une bonne part de son infrastructure, dont les communications. Un bilan gouvernemental dressé le 21 avril faisait état de 11 ponts détruits et de 14 endommagés, ainsi que de sept aéroports, 12 gares et voies ferrées et six routes principales endommagées. Les villes ne payent pas un moindre prix, puisque la moitié des habitants de la deuxième ville du pays, Novi Sad, sont privés d'eau depuis que tous les ponts reliant les deux rives du Danube ont sauté. Ceux de Belgrade savent qu'ils n'auront pas de chauffage cet hiver, après la destruction de la centrale desservant la capitale.

Les raffineries du pays ont toutes été détruites. Elles stockaient et raffinaient un tiers des besoins du pays. «Dans les champs pétrolifères de Voivodine, continue Medojevic, le pétrole continue de jaillir sans pouvoir être recueilli ni raffiné, causant des dommages à l'environnement. S'ils dynamitent les puits, ils devront en forer de nouveaux après la guerre, ce qui sera très coûteux.» La destruction de l'azoterie de Pancevo, l'unique usine du pays à produire de l'ammoniaque, privera bientôt d'engrais les agriculteurs, déjà affectés par les pénuries de fuel. La ration d'essence pour les particuliers est passée la semaine dernière de 40 à 20 litres par mois. Des pénuries de produits importés sont prévisibles à l'épuisement des stocks actuels.

Le gouvernement serbe a réagi en proclamant «l'économie de guerre». Les prix et les salaires ont été gelés, les devises centralisées, le régime d'import-export soumis à des licences délivrées par l'Etat. Les autorités ont pris des décrets pour lutter contre le marché noir, prévoyant des peines de prison. Pour Nebojsa Medojevic, «il se produit une sorte de retour au communisme, non à celui de Tito mais à celui de l'immédiat après-guerre mondiale».

Libération des trois soldats américains

Jesse Jackson, un franc-tireur

MARIE SANZ
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Vétéran de la lutte pour les droits civiques, candidat à la Maison-Blanche, envoyé spécial en Afrique, conseiller spirituel du président Clinton: le révérend Jesse Jackson, qui a obtenu la libération des trois soldats américains détenus en Yougoslavie, occupe une place à part dans la vie politique américaine.

En faisant libérer hier contre toute attente les trois jeunes soldats, malgré le scepticisme et les mises en garde répétées du gouvernement américain, le pasteur noir a réussi une des missions les plus controversées de sa longue carrière de franc-tireur.

Jesse Jackson a aussitôt profité du succès de sa mission à Belgrade pour lancer hier un appel pressant à la négociation.

«Il faut briser le cycle de la violence, a-t-il déclaré sur CNN. En les laissant partir, [le président yougoslave Slobodan] Milosevic a fait un geste diplomatique.»

«J'espère, a-t-il ajouté, que nous saisirons ce moment pour au moins exprimer des remerciements et cela pourrait mener vers un dialogue.»

Les pérégrinations du révérend Jackson pour faire libérer des prisonniers américains l'ont conduit ces dernières années aux quatre coins de la planète et presque toujours auprès de leaders considérés comme des parias par Washington, comme M. Milosevic, le président syrien Hafez al-Assad, le leader irakien Saddam Hussein ou le chef de l'Etat cubain Fidel Castro. Muni de son omniprésente Bible, commentant tous ses entretiens par des mains étreintes et des prières, le pasteur baptiste à l'imposante carrure s'est fait une spécialité des missions les plus délicates.



Jesse Jackson

S'il fait la une de la presse américaine hier avec des photos de sa session de prières avec le président yougoslave, Jesse Jackson, plus discrètement, avait aussi beaucoup prié et médité il y a quelques mois avec un autre président, Bill Clinton, en pleine affaire Lewinsky.

Durant la pire crise de la présidence Clinton, Jesse Jackson avait su se rendre indispensable auprès de la famille présidentielle en prodiguant spiritualité et conseils, particulièrement auprès de la jeune Chelsea Clinton.

Mais ce diplômé en théologie, orateur hors pair, se veut avant tout un farouche défenseur des minorités et de l'égalité sociale, rêvant avec sa «Rainbow Coalition» — regroupant syndicalistes, féministes et progressistes de tous bords de l'aile gauche du Parti démocrate — d'une Amérique plus juste. Né pauvre et illégitime en 1941, dans un coin obscur de la Caroline du Sud, Jesse Jackson s'est lancé très tôt dans le combat pour les droits civiques aux États-Unis, aux côtés du pasteur Martin Luther King.

Même si certains critiques lui reprochent un goût immodéré pour la notoriété et les caméras de télévision — il anime aussi un programme hebdomadaire sur CNN —, Jesse Jackson n'hésite pas à participer à des manifestations peu courues en faveur de travailleurs agricoles, de femmes de ménages, contre des multinationales pratiquant la discrimination, où il est souvent le seul politicien présent. Il a brigué par deux fois la nomination dans la course à la Maison-Blanche, en 1984 et 1988. Il a renoncé à se porter candidat une troisième fois pour l'élection de l'an 2000, préférant, a-t-il dit, concentrer ses efforts sur l'économie plutôt que la politique.

Mais Jesse Jackson possède aussi une autre carte de visite pour continuer à courir le monde: il est également envoyé spécial du président Clinton pour la promotion de la démocratie en Afrique et s'est rendu récemment au Nigeria.

Un foulard islamique petrurbe la session du Parlement turc

«Remettez cette femme à sa place»

HIDIR GOKTAS
REUTERS

Ankara — Une députée turque qui a fait son entrée à l'Assemblée nationale turque avec un foulard islamique sur les cheveux a provoqué un vif incident lors de la séance inaugurale du Parlement issu des législatives du 18 avril.

Le premier ministre Bulent Ecevit (gauche nationaliste) l'a accusée de violer les principes fondamentaux de la république turque laïque. «Je vous en prie, remettez cette femme à sa place», a-t-il dit à l'un des présidents de l'Assemblée.

Merve Kavakci, députée du parti de la Vertu (islamiste) est entrée dans la Chambre avec un foulard bleu couvrant ses cheveux et son cou. Elle a aussitôt été conspuée par les membres du parti de la gauche démocratique (parti d'Ecevit), le plus fort groupe de l'assemblée, qui se sont levés en criant: «Dehors, dehors!» en tapant dans leurs mains. Les autres parlementaires sont restés silencieux.

«Personne ne doit s'immiscer dans la vie privée des personnes, mais ceci n'est pas un endroit privé. Nous sommes ici dans les fondations mêmes de l'Etat[...] Ce n'est pas le lieu pour défier l'Etat», a déclaré Bulent Ecevit, qui sem-

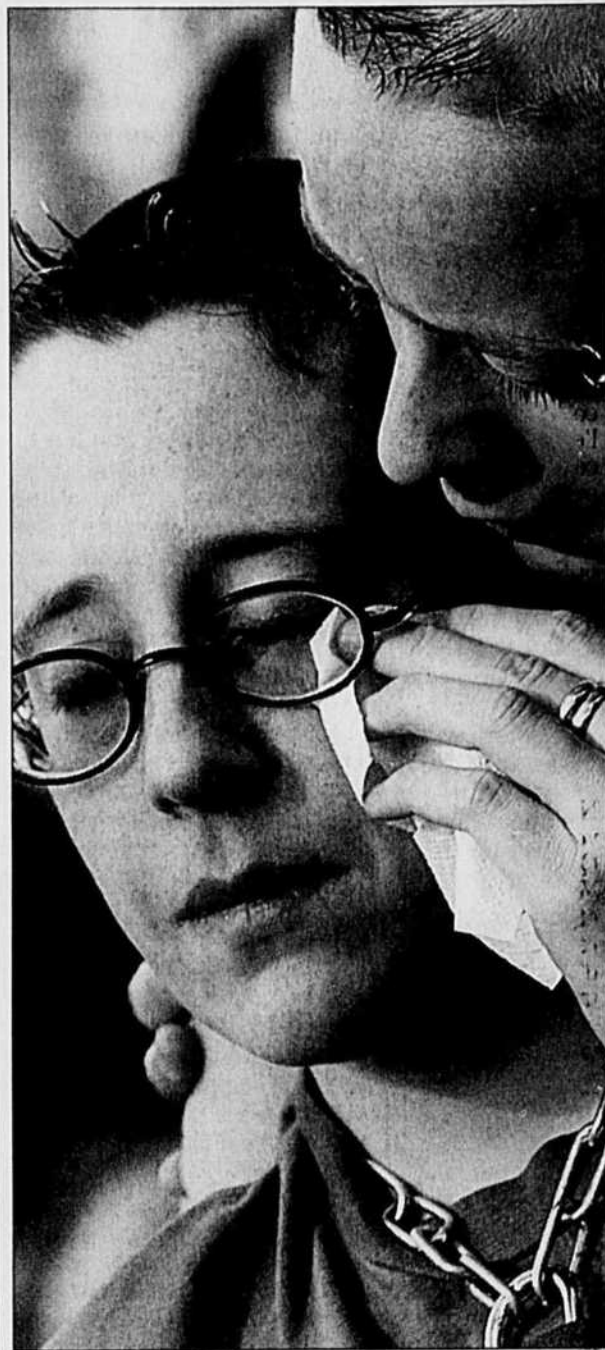
blait hors de lui. Le président de l'assemblée a suspendu la séance, pendant laquelle chaque député devait individuellement faire acte d'allégeance à «la république laïque» et «aux principes et réformes de Mustapha Kemal, dit Atatürk».

Il aurait le pouvoir d'expulser la députée, une femme frêle aux petites lunettes ovales, s'il arrive à la conclusion qu'elle a enfreint les principes touchant à la manière laïque de se vêtir, édictés dans les années vingt par le fondateur de la Turquie moderne. Il avait notamment interdit le port de signes religieux, mais les textes ne mentionnent pas spécifiquement le foulard.

Un peu plus tôt dans la journée, une députée du parti de l'Action nationale, qui porte d'habitude un foulard, s'est présentée à la prestation de serment tête nue, et a été vivement applaudie. Le port du foulard est un symbole du regain d'influence des islamistes, qui ne cachent pas leur volonté de mettre fin à la société laïque instaurée par Atatürk.

En Turquie, le port du foulard est considéré comme relevant des choix personnels et des devoirs religieux. Jusqu'ici, cette question n'avait jamais été posée au Parlement.

Le chef d'état-major des forces armées et plusieurs autres membres influents des forces armées, qui restent fermement attachés à l'héritage d'Atatürk, assistaient à la cérémonie d'une galerie surplombant l'assemblée.



MICHAEL CRABTREE REUTERS

Une Londonienne réconfortait son amie hier à Soho, plus de 48 heures après l'attentat à la bombe à clous visant un pub fréquenté par des homosexuels.

Attentats à Londres

Scotland Yard coffre un «loup solitaire»

Londres (AFP) — La police britannique a annoncé hier avoir mis la main sur l'auteur présumé des trois attentats à la bombe à clous de Londres, affirmant qu'il avait agi seul et n'était lié à aucun des mouvements néonazis ayant revendiqué cette campagne de terreur sans précédent.

Moins de 48 heures après l'attentat visant un pub fréquenté par des homosexuels dans le quartier central de Soho, David Copeland, un technicien de 22 ans, a été inculpé pour «meurtre» et «attentats à l'explosif dans l'intention de tuer», a indiqué Scotland Yard au cours d'une conférence de presse.

Le jeune homme avait été interpellé samedi à l'approche de son domicile de Cove (Hampshire, sud de l'Angleterre) après la diffusion à grande échelle au Royaume-Uni de l'image d'un suspect de l'attentat de Brixton (17 avril) saisi le jour de l'explosion dans le quartier par une caméra de vidéo-surveillance.

Des sources policières avaient indiqué dès hier matin qu'il ressemblait fortement à l'homme visible sur l'image portant une casquette de baseball. Des témoins des attentats de Brick Lane (24 avril) et Soho (30 avril) avaient également fait état d'un «homme à casquette» suspect.

Plusieurs groupuscules d'extrême droite ont revendiqué ces actions ayant visé successivement les communautés noire, asiatique et homosexuelle de la très cosmopolite capitale britannique, en particulier les mouvement néonazis Combat 18 et «Loups blancs».

Ce dernier avait récemment adressé un courrier haineux à divers médias exhortant tous les «non-Blancs» et les juifs à quitter le sol britannique avant la fin de l'année sous peine d'«extermination», poussant les enquêteurs à concentrer leur attention sur lui.

Mais le chef adjoint de la police londonienne David Veness a affirmé que, sans préjuger de ses convictions, David Copeland n'était membre d'aucun de ces groupes et n'avait pas non plus emprunté leurs noms pour revendiquer par téléphone les attentats.

«A notre avis, il opérait seul et pour des motifs qui lui sont propres», a indiqué M. Veness.

Des «substances explosives» et divers composants servant à la fabrication de bombes ont été saisis au domicile du suspect.

«Il ne semble pas que ces attentats aient été déclenchés par un événement particulier ou une date spécifique», a ajouté le responsable de la police, en soulignant que les actes terroristes étaient «clairement l'œuvre de la même personne».

Il faisait ainsi allusion à diverses spéculations de presse, suggérant que les attentats avaient pu être commis pour «commémorer» le 110^e anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler, né le 20 avril 1889, ou en réaction à une récente campagne de lutte contre la xénophobie inédite lancée par le gouvernement de Tony Blair, notamment dans la police et l'armée.

Une porte-parole de Scotland Yard a précisé à l'AFP que les investigations de la police concernant les trois attentats étaient closes. David Copeland comparaitra brièvement aujourd'hui devant un tribunal qui lui signifiera les charges pesant sur lui, comme le veut la procédure. Les bombes à clous ont fait au total trois morts et plus de cent blessés, dont huit (victimes de la bombe de Soho vendredi soir) se trouvaient toujours hier soir dans un état «critique».

Parmi les trois personnes décédées dans le quartier central de Londres, figurent une jeune femme de 27 ans enceinte de quatre mois, Andrea Dykes, qui se trouvait dans le bar visé avec son époux de 25 ans, grièvement blessé, et le témoin de son mariage également tué.

Ils étaient entrés dans ce pub, essentiellement fréquenté par la communauté gaie, pour se désaltérer juste avant d'assister à une comédie musicale dans un théâtre à proximité.

É D I T O R I A L

L'érosion
du secret fiscal

La démission-surprise de Rita Dionne-Marsolais comme ministre du Revenu crée un choc qui doit faire prendre conscience de la mentalité à l'œuvre au sein de ce ministère mais aussi de l'érosion progressive que subit le secret fiscal et de l'importance croissante que prend le fisc dans l'administration publique.

L'affaire qui a conduit Mme Dionne-Marsolais et sa sous-ministre à démissionner est une affaire presque banale. Il est fréquent, en effet, qu'un ministère transmette légalement à un sous-traitant des renseignements confidentiels pour l'application d'une loi.

D'ailleurs, le rapport de la Commission d'accès à l'information dit bien que le ministère «a le droit», en vertu de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires, de transmettre à une maison de sondage, pour des fins d'évaluation, la majeure partie des renseignements personnels qui ont été communiqués à la firme SOM.

Les bureaucrates du fisc ont commis deux erreurs. Dans un cas (qui concerne 6000 dossiers), ils ont tout simplement omis de remplir par écrit certaines obligations administratives. Dans l'autre, ils ont commis une erreur plus grave en transmettant des informations sur quelque 4000 contribuables qui étaient tirées d'un autre fichier soumis, celui-là, à des règles extrêmement sévères de confidentialité.

Ces deux erreurs témoignent d'une certaine insouciance que le Vérificateur général a déjà eu l'occasion de documenter, d'ailleurs, notamment en révélant, il y a quelques années, que 171 employés du ministère s'étaient permis de consulter, sans raison valable, le dossier fiscal d'une vedette du monde du spectacle.

Mme Dionne-Marsolais a donc été trompée par ses fonctionnaires. Sa démission l'honore. Elle fait suite à une série d'incidents mettant en cause la façon dont le ministère du Revenu protège les renseignements personnels et qui reflètent une mentalité que ni la ministre ni la sous-ministre, et ce malgré une politique de tolérance zéro et les sanctions imposées à certains employés, n'ont pu infléchir.

Cette mentalité est faite en partie d'insouciance mais aussi du sentiment d'être un État dans l'État. Durant les années 80, le sous-ministre du Revenu s'est adressé en vain aux tribunaux, jusqu'en Cour d'appel, pour soustraire son ministère à l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

En 1996, le ministère a tenté de nouveau, et en vain aussi, heureusement, de se soustraire à l'autorité de la Commission d'accès à l'information avec le projet de loi 32.

Mais outre cette mentalité et cette insouciance, il faut bien se rendre compte que, depuis quelques années, le secret fiscal est malmené par les politiques même des gouvernements successifs.

Nous assistons, sans nous en rendre toujours compte, à l'érosion du secret fiscal. Ainsi, l'article 69.1 de la Loi sur le ministère du revenu énonce 15 situations d'exception, qui se sont ajoutées au fil des ans, dans lesquelles le fisc est autorisé à transmettre à d'autres ministères et organismes publics des renseignements soi-disant confidentiels.

Par exemple, le fisc doit transmettre au ministère de l'Emploi et de la Solidarité les renseignements fiscaux nécessaires pour vérifier l'admissibilité de quelqu'un à l'aide sociale; au ministère de l'Éducation pour vérifier l'admissibilité à un prêt ou une bourse; à la Régie des rentes pour établir le montant d'allocations familiales auquel a droit une famille; à la Régie de l'assurance-maladie pour vérifier si une personne réside au Québec.

La fin de l'universalité des programmes sociaux, qui fait que désormais les bénéfices pour la plupart des programmes sont calculés en fonction des revenus d'une personne, et la phobie de la fraude et du travail au noir, ont élargi les fonctions du ministère du Revenu. Le mandat confié au fisc de percevoir les pensions alimentaires ou les primes de l'assurance-médicaments relève d'une logique similaire.

Or ces nouveaux mandats exigent une plus grande circulation de l'information. Et le secret fiscal en souffre inévitablement. La démission de Mme Dionne-Marsolais nous oblige à nous pencher sur ces phénomènes avec sérieux. Il faut se rendre compte du fait que le ministère du Revenu est devenu le dépositaire et le distributeur au sein du secteur public de quantités jamais vues d'informations personnelles sur les citoyens.

Cette nouvelle situation, qui est parfois justifiable parfois moins, exige d'abord que l'on se rende compte de son existence et que nos députés s'interrogent, dorénavant, sur l'impact sur le secret fiscal de chaque nouveau mandat confié au fisc et sur les moyens à prendre pour le protéger. De même, les pouvoirs de contrôle préalable dont dispose la CAI doivent être accrues, comme le proposait d'ailleurs un projet de loi mort au feuillet avant les élections et qui devrait être repris sans délai.

Enfin, cette situation nous montre l'importance croissante du ministère du Revenu dans l'administration publique québécoise. C'est dire qu'il faut à sa tête un ministre expérimenté et puissant et un sous-ministre du même calibre, soucieux à la fois de bonne gestion et du respect des droits des citoyens. Il est fini le temps où l'on pouvait se contenter au Revenu d'un ministre junior qui fait son apprentissage ou d'un ministre senior débordé par les autres tâches qu'il cumule.

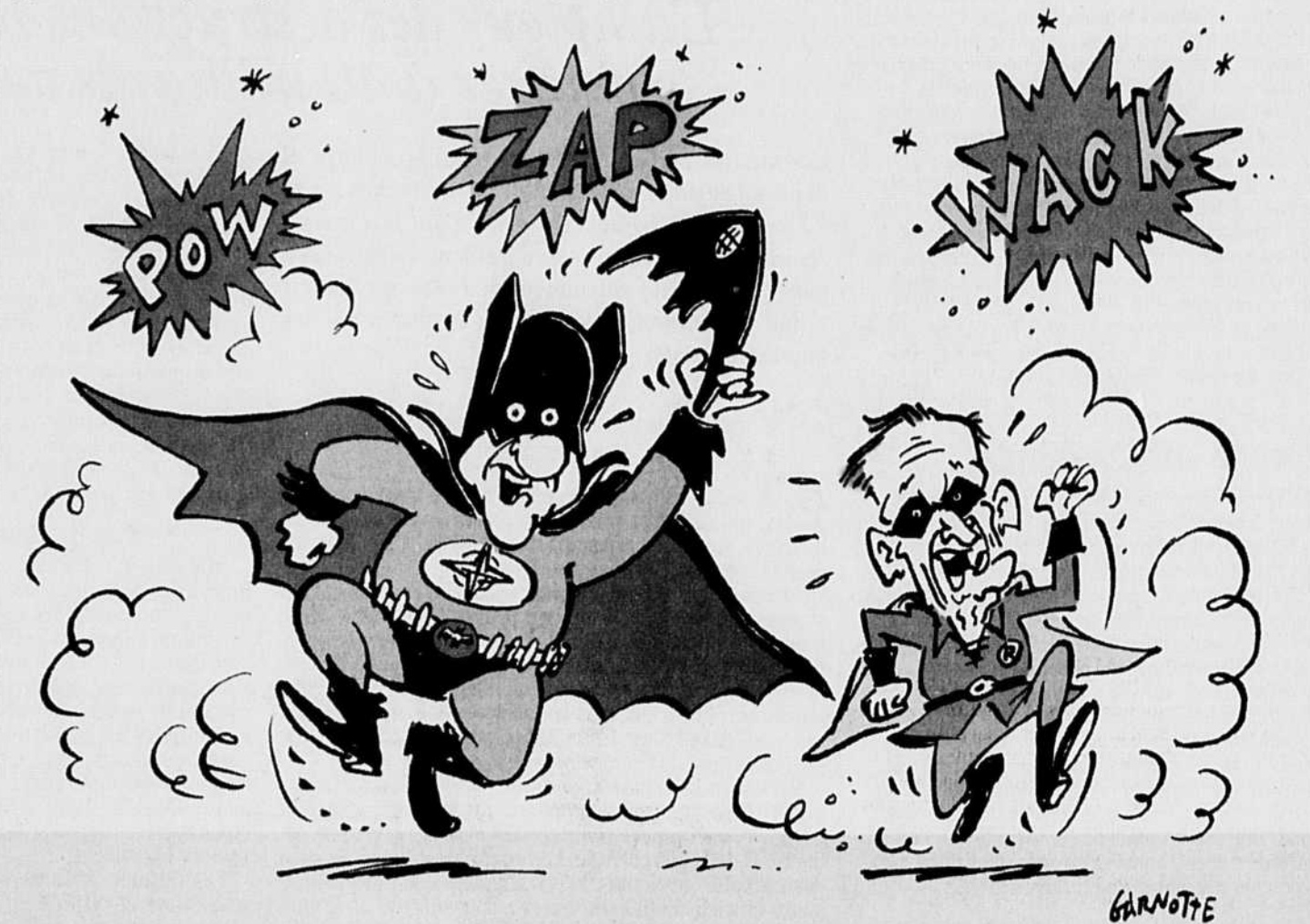
mvenne@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
PIERRE CAYOUILLE, NORMAND THERIAULT
Directeur artistique CHRISTIAN TIFLET
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

OTAN-MAN ET ROBIN AU KOSOVO...



L E T T R E S

Le financement des hôpitaux
et des facultés de médecine

Sur les ondes de Radio-Canada, récemment, un porte-parole de l'hôpital de Joliette disait la difficulté de servir la population vu le manque de médecins prêts à s'établir là où se manifestent les besoins, une fois leur formation terminée. Personne ne s'est donné la peine de citer les chiffres du Collège des médecins, qui sont pourtant éloquentes: des 14 347 membres du Collège qui ont fait leurs études de médecine au Québec, et qui pratiquent soit à Montréal, soit en région, soit à l'étranger, 39,4 % sortent de l'Université de Montréal, 35,9 % sortent de Laval, 12,8 % ont étudié à Sherbrooke et 11,8 % ont étudié à McGill. Si vous retirez de cette liste les médecins qui résident hors Québec, McGill baisse sous la barre des 10 %, d'après un échantillonnage sommaire.

Une question s'impose à la vue de ces données, simple et lourde de conséquences: vu les sommes injectées dans chacune des facultés, et vu le taux de rétention au Québec de leurs diplômés, quel est le rendement comparatif de chaque école de médecine pour le contribuable?

Pour mieux vous convaincre de la pertinence de ne plus budgéter le financement des hôpitaux universitaires et des facultés de médecine, sans égard aux résultats, faites dresser une carte de la distribution géographique des diplômés de chaque faculté œuvrant au Québec. Elle vous montrera la contribution de chacune des quatre facultés de médecine pour soigner non seulement les Montréalais, mais les mineurs de la Côte-Nord, les travailleurs du bois de la Gaspésie, les employés de la métallurgie du Saguenay, les gens de la Manic, ceux de Bombardier à Valcourt ou La Pocatière, et tous les autres dont la contribution au revenu du Québec et à la balance des paiements de notre économie est irremplaçable.

L'armée payait les études de certains officiers à condition qu'ils exercent leur profession au sein des Forces canadiennes pendant un certain nombre d'années. Dans le même esprit, il faut trouver la formule de financement qui convaincra McGill de recruter dans les régions un grand nombre d'étudiants présentant une bien meilleure

probabilité que ceux qu'elle forme actuellement et de se mettre au service de la santé des contribuables qui paient la note.

En vertu de la loi du moindre effort, McGill ne se préoccupe de la santé de tous les Québécois qu'en autant que votre gouvernement assortira son financement de conditions en ce sens. Cela aurait dû être mis en place dès le début des années 60, lors de l'assurance-hospitalisation, si bien que le moment est venu de procéder avec diligence, par respect pour le contribuable.

Hortense Michaud-Lalanne
Westmount, 23 avril 1999

Les massacres dans les
écoles: les vrais responsables

On récolte ce que l'on sème. Une société qui sème de la violence jour après jour doit s'attendre à récolter de la violence. Les deux jeunes qui ont fait un véritable massacre dans une école aux États-Unis sont-ils les vrais responsables de cette hécatombe sans précédent? Où les jeunes apprennent-ils la violence? Pas besoin de chercher loin. Nous connaissons tous la réponse: cinéma, télévision, revues, Internet, jeux vidéo... la violence est partout! Nos jeunes s'en abreuvant tous les jours. Et souvent avec la bénédiction des adultes!

En conséquence, les jeunes sont-ils les vrais responsables de ces tueries? Ne serions-nous pas tous un peu responsables de cette tolérance et de cette propagation quotidienne de la violence, chacun à notre façon? Qui sont les propriétaires des grands médias? Les adultes... Qui contrôle cette orgie de violence qui nous est offerte tous les jours, spécialement à la télévision? Les adultes... Qui laisse les enfants se nourrir quotidiennement du poison de la violence à la maison? Les adultes... Qui offre au menu quotidien des écrans cathodiques la surenchère de violence? Les adultes...

Qui a le pouvoir de légiférer pour faire disparaître la violence une fois pour toutes de nos écrans et autres médias et ne le fait pas, de peur de s'opposer à la sacro-sainte liberté d'expression? Les politiciens, donc, évidemment, encore les adultes...

Qui sont ceux qui sont chargés d'apprendre aux

enfants les valeurs morales, spirituelles et éducatives, pour ensuite les laisser s'empoisonner de la violence sous toutes ses formes? Les adultes, bien sûr.

Alors, nous tous, les supposés «adultes», ne serions-nous pas les premiers responsables de toutes ces tueries faites par des jeunes dans des écoles ou ailleurs?

Et c'est Bill Clinton, le président du pays le plus puissant au monde, qui ose affirmer qu'il est grand temps que les parents «se réveillent» et prennent leurs responsabilités. Il a raison.

Mais il oublie de dire que lui a le pouvoir de légiférer pour interdire carrément la violence dans les médias et qu'il ne le fait pas. Ne faudrait-il pas qu'il commence par se réveiller lui-même? Ainsi que tous les autres politiciens? Ainsi que nous tous?

Raynald Blanchette
Enseignant
Gaspé, 26 avril 1999

La ou les religions à l'école

Les catholiques du Québec, enfin ceux qui s'avancent pour les représenter, veulent garder le contrôle absolu sur l'école publique de tous. A les voir s'opposer avec l'énergie du diable à la proposition Proulx, il est à se demander de quoi ils ont tant peur. Leur foi est-elle si fragile qu'il leur faille utiliser le bras de l'État pour la protéger? Craindraient-ils au fond qu'elle sorte perdante d'une confrontation dans le quotidien avec la foi des protestants, des musulmans, des bouddhistes, des témoins de Jéhovah, etc., ou avec la conviction de ceux qui n'en confessent aucune?

En fait, ils ne le disent pas, mais ils ont peur de la démocratie, une démocratie qu'ils réclament pourtant à grands cris là où ils sont minoritaires (Balkans, Inde, Chine, etc.). Est-ce cette fermeture aux autres qu'ils demandent à notre école publique de passer à leurs enfants et, par la bande, aux enfants des autres? Voilà la vraie question. Et parler du droit historique d'une majorité de définir l'école de tous, c'est répondre à côté. Surtout que les contours de cette majorité paraissent plutôt incertains.

Roland Berger
Magog, avril 1999

REVUE DE PRESSE

Journée mondiale de la liberté de presse

L'Association mondiale des journaux, qui consacre la journée du 3 mai à la liberté de la presse, rappelle que 38 journalistes ont été assassinés en 1998 et que 117 autres sont actuellement détenus en prison pour avoir fait leur travail. L'association a réuni des essais écrits par des journalistes et des dissidents, dont voici des extraits.

Le mur de Berlin n'est pas tombé en Serbie
Milos Vasinic, président de l'Association
des journalistes indépendants de Serbie

«La première mesure du régime de Milosevic a été de prendre le contrôle du plus grand média du pays: la radio-télévision serbe, principale source d'information de 90 % de la population. En 1993, quelque 1300 journalistes ont été évincés de cette organisation pour des raisons politiques. Avant cela, les principaux quotidiens et hebdomadaires serbes avaient été soigneusement purgés de tous ceux qui refusaient de hurler avec les loups. [...] Cette purge a conduit à la création de nombreux [médias] indépendants, les journalistes évincés figurant parmi les meilleurs du pays et ayant la volonté de résister. [Le régime Milosevic et la plupart des partis d'opposition refusent] de comprendre que la liberté de la presse est une des règles fondamentales de toute société démocratique, au même titre que les réseaux ferroviaires, électriques ou téléphoniques. [...] La montée des médias indépendants en Serbie, [...] au cours des huit dernières années, a irrité Milosevic et son régime. [...] En octobre 1998, il a décidé de réprimer violemment la presse libre: une nouvelle loi sur l'information publique a été adoptée en Serbie par son Parlement, qui l'a approuvée sans discussion. [...] La juridiction en matière de presse est confiée à des tribunaux statuant sur des délits mineurs et présidés non par des juges mais par des fonctionnaires, de simples employés administratifs. [...] Des informations absolument fondées et publiées de bonne foi par des journalistes professionnels peuvent donner lieu à des poursuites.»

La presse



du monde

80 000 \$: Le prix d'un journaliste (mort) au Mexique
J. Jesus Blancornelas, rédacteur du magazine Zeta, de Tijuana

«Le 27 novembre [1997], dix hommes armés ont tendu une embuscade à la voiture à bord de laquelle je voyageais. Ils ont tiré sur le véhicule à 180 reprises, tuant mon chauffeur et mon garde du corps, Luis Velero Elizade, de 38 balles. Celui-ci m'a entraîné dans sa chute et protégé avec son corps. Grâce à lui, je n'ai reçu que quatre balles. Sur le chemin me conduisant à l'hôpital, j'ai perdu près de quatre litres de sang, et on peut dire que j'ai survécu miraculeusement à deux opérations. [...] Durant les trois semaines qui ont précédé cette échauffourée, j'avais publié les noms de deux trafiquants de drogue emprisonnés, ainsi que leurs confessions. J'avais également identifié les tueurs d'un policier fédéral posté à l'extérieur d'un tribunal et diffusé la lettre d'une mère ayant perdu ses deux enfants, victimes de la mafia à laquelle ils appartenaient. Aujourd'hui, dix hommes solidement armés me protègent 24 heures sur 24. Mes trois enfants et les trois rédacteurs en chef qui travaillent avec moi au quotidien Zeta sont escortés par des policiers armés. En 1998, le FBI a déclaré aux autorités et à l'armée mexicaines qu'il avait intercepté deux messages. Ces messages contenaient des contrats signés par des bandits de la mafia offrant une récompense de 80 000 \$ à qui parviendrait à me tuer. [...] Je n'ai pas renoncé à mon investigation sur les trafiquants de drogue. [...] Quand on me demande pourquoi je ne veux pas renoncer, je réponds que je ne le fais pas pour éviter que les mafieux me prennent comme exemple pour menacer d'autres journalistes. Je soutiens que je ne suis pas là pour faire la guerre contre la mafia, mais que l'information est l'information, et que je suis journaliste.»

Libre de prison et face à de nouveaux obstacles
Christine Anyanwu, rédactrice en chef du Sunday Magazine, qui a été emprisonnée pour avoir parlé d'un simulacre de coup d'État au Nigeria en 1995

«Il a fallu trois ans pour retrouver une liberté qu'on n'aurait jamais dû perdre.

[...] Trois ans après avoir été kidnappée à mon bureau sous une chaleur lourde et humide, après une journée de travail épuisante, je me suis retrouvée face au poids de la réalité, une réalité cruelle et désespérante. Le général Abacha avait pratiquement détruit tout ce que j'avais construit, en y investissant toutes mes ressources et mon énergie vitale. Non content de m'emprisonner pour avoir eu l'audace de publier une vérité trop dure à admettre, il a tenté de me causer des dommages financiers tels que j'aurais des difficultés à m'en remettre. [...] Je réalise pleinement que mon incarcération était le fruit d'un calcul délibéré de la part du général Abacha et d'une certaine clique misogyne gravitant dans les sphères du pouvoir pour me faire quitter la profession et indiquer ainsi clairement à l'élite féminine qu'il y avait des limites pour les femmes dans la société.»

On sème les graines de la liberté en Iran
Faraj Sarkohi, qui vit en exil en Allemagne après avoir été emprisonné en Iran, aussi bien par le régime du shah que par le régime islamique.

«On célébrait le vingtième anniversaire de la révolution islamique quand, il y a moins de quatre mois, Darish Forouhar et sa femme Parvane Forouhar, chefs du parti iranien Mellyate et critiques renommés du régime despotique, ont été retrouvés assassinés à [...] Téhéran. Ces meurtres furent les premiers d'une série d'assassinats commis fin 1998 [...] Au lieu de mettre l'accent sur l'anniversaire de la fondation de la République islamique, la presse iranienne a préféré focaliser sur ces meurtres et sur la dernière déclaration — issue du ministère de l'Information, de la police de sûreté de l'État et d'une équipe d'enquêteurs — selon laquelle les dernières tueries seraient l'œuvre de quelques officiels du ministère de l'Information lui-même. Tous les indices dont on dispose [...] montrent que le ministère de l'Information est devenu une organisation qui, agissant sur les instructions des plus hauts organes du pouvoir, tue secrètement des critiques éminents et influents du système et des membres de l'opposition, aussi bien chez eux qu'à l'étranger. [...] C'est pourquoi le peuple iranien a demandé qu'un groupe choisi par des organisations internationales indépendantes et par des représentants de la Société des écrivains iraniens participent aux enquêtes sur ces assassinats.»

IDÉES

Débat sur l'identité

Être québécois,
c'est être étatiste avant toutPIERRE LEMIEUX
Economiste et écrivain

Comme le montrent les débats actuels, définir « québécois » n'est pas facile. D'où la tentation d'éviter la question au moyen d'une définition purement territoriale: sont québécois ceux qui habitent au Québec. Je crains toutefois que cette définition reflète surtout les valeurs qu'une majorité cherche à imposer aux autres.

Si, en effet, on refuse la langue et les faits historiques pour définir le Québécois, que reste-t-il donc sinon un territoire dont la principale caractéristique est d'être dominé par un État qui dispute à un autre la souveraineté sur ses sujets? Que l'État soit théoriquement démocratique majoritaire n'enlève rien au fait que le Québécois est étatiste avant d'être quoi que ce soit d'autre. Il s'en remet à son État et il est fier d'y soumettre ceux qui ne partagent pas ses choix.

Le Québécois à la mode bloquiste est étrangement semblable au Canadien à la mode trudeauiste: chacun se définit comme membre d'une collectivité dont le seul ciment est l'État. De ce Québécois-là, il n'y a pas de quoi être fier. On exagère à peine en disant qu'il a conservé du Canadien français tout ce qu'il eût fallu rejeter et qu'il en a rejeté tout ce qui valait la peine d'être conservé.

Qu'a donc conservé le Québécois des valeurs canadiennes-françaises? Certainement pas la droiture et l'honnêteté, lui qui triche tellement avec les services publics que l'État en prend joyeusement prétexte pour contrôler et fichier tout le monde. Certainement pas l'esprit individualiste du coureur des bois, lui qui se fait fichier, demande des permissions et enregistre son fusil de chasse avec le sourire. Certainement pas la force et le courage des mères canadiennes-françaises qui élevaient leurs familles nombreuses sans assurance-maladie ni garderies publiques à 5 \$.

Depuis l'apparition de l'espèce, les Québécois ont été essentiellement de fidèles imitateurs de la « tyrannie administrative » dont Tocqueville voyait les racines d'Ancien Régime fleurir dangereusement dans les démocraties modernes et dont la montée fulgurante caractérise le XX^e siècle — « le siècle de l'État », comme l'espérait Mussolini. Presque toutes les modes liberticides apparues en Angleterre, ou au Canada anglais, ou aux États-Unis, ou en France ont trouvé des promoteurs dans notre classe politique et bureaucratique soi-disant « québécoise »: de l'État-providence niveleur à la bureaucratie tatillonne et aux croisades de santé publique en passant par les papiers d'identité déguisés à l'américaine.

Être québécois, c'est adhérer à un État culturel et identitaire à la française, supporter une rectitude politique et juridique à l'américaine et témoigner à l'État-providence démocratique une naïve et britannique confiance. Être québécois, c'est être plus canadien que les Canadiens et, comme l'a fait le Bloc québécois, appuyer tous les projets liberticides du Parti libéral du Canada et d'Alan Rock. Plus Canadien que moi, tu meurs!

Je préfère « canadien-français »

Par opposition au terme culturellement vide et politiquement totalitaire de « québécois », le vocable « canadien-français » est riche d'un contenu historique qui n'est pas entièrement à elles.

rement à rejeter. Si l'on me forçait à me définir en termes culturels-historiques, je dirais, sans fausse fierté mais sans honte non plus: « Je suis canadien-français. »

L'étiquette « canadien-français » recouvre deux grandes traditions constitutives de l'Occident et de sa tradition libérale. Le premier terme rappelle un pays qui, héritier de la Magna Carta et de la *common law* britannique, a offert à ses habitants, jusqu'au milieu de ce siècle, une liberté certes imparfaite mais peut-être inégalée dans l'histoire humaine. Le second terme de l'expression rappelle une autre grande tradition et culture occidentale, la française, qui, sans être toujours libérale, a épousé et fomenté les valeurs individualistes de l'Occident. De plus, les conditions de « frontière » du Nouveau Monde ont fait participer le Canadien français à la culture américaine.

Peut-on trouver dans l'esprit de coureur des bois une représentation fidèle du Canadien français? En partie, sans doute. En tout cas, le Canadien français a sur le Québécois non seulement l'avantage d'exister culturellement mais aussi, peut-être, d'être compatible avec la liberté. Et il se

pourrait bien que nos enfants, fichés et contrôlés, échappent à leur long lavage de cerveau et redécouvrent leurs racines historiques.

Bien sûr, l'ethnicité et la tribu sont dangereuses, et le Canadien français d'hier n'est pas tout à fait l'avenir de l'homme. Je suggère toutefois que le Québécois est encore plus dangereux parce qu'il n'est qu'un artifice destiné à renforcer l'État et à justifier la coercition d'une tribu majoritaire. Le vieux Canadien français faisait moins ficelle.

Heureusement, nous ne sommes pas obligés, pour « nous » définir, de choisir entre un ethnicisme de porteurs d'eau, un volontarisme d'exclusion et un étatisme imitateur. Il y a une autre voie: l'option individualiste. Si les Canadiens français retrouvaient ce qu'il y a d'individualiste dans leurs racines culturelles, un espoir apparaît: qu'ils se révoltent contre l'écrasement de l'individu mené par ces deux larrons en foire que sont l'État canadien et son bras québécois. Malgré la classe politique et bureaucratique qui nous exploite, verrons-nous, au XXI^e siècle, ce retour des Canadiens français?



En attendant 2033

On n'y échappe pas. Il y a toujours des anniversaires. Jeudi dernier, c'était le centenaire de la naissance de Duke Ellington. J'ai profité pour écouter, ce jour-là, *The Mooche*, *Mood Indigo* et *Black and Tan Fantasy*. Je fais de même pour les écrivains. Racine est mort il y a 300 ans; Nabokov naissait la même année que mon chef d'orchestre de jazz.

Cette pratique qui consiste à avoir de temps à autre un peu de mémoire me plaît bien. J'y vois une sorte de politesse élémentaire. C'est en général l'occasion pour les médias de dire des énormités. On est habituellement en ces quartiers pour tout ce qui concerne l'art, la littérature, la musique.

Il ne faut donc pas s'étonner que pour souligner un anniversaire, on fasse appel à des gens qui n'ont qu'un rapport éloigné avec ce qui se nomme encore la culture. Ils vous bécotent en moins d'une minute le rappel d'une vie et d'une œuvre. Une vie dont ils apprennent les grandes lignes dans un quelconque dictionnaire biographique et une œuvre qu'ils approchent à la va-vite.

C'est la façon courante de rendre des hommages. À cette aune, Charlie Parker ou Proust ont l'importance momentanée que l'on donne au plus imbuvable film concocté à Los Angeles.

Vaudrait-il mieux passer sous silence le centenaire du Duke plutôt que de le rappeler de façon aussi superficielle? Je ne le crois pas. Mieux valent ces miettes, ces inepties, que le rien.

Le train de l'actualité, l'écho qu'en donnent les médias, tout concourt à cultiver notre propension à l'oubli. Le présent nous happe. Il nous entraîne. Vers quelle destination? Personne ne le sait. Ne s'agit-il pas avant tout de nourrir la machine aux informations?

On se plaint parfois de la manie bien contemporaine des commémorations. Les musées se convertissent souvent en des organisateurs d'expositions. On s'y rend en masse pour des toiles qui, exposées une à une, n'attireraient qu'un public modeste. Parfois même, c'est de moins en moins rare, la billetterie des établissements vous fixe des heures précises. On est au musée comme à l'opéra ou au ballet. Bientôt, on nous dira que la *Joconde* est visible du mercredi au lundi toutes les demi-heures de midi à 19h.

L'art à la télévision a de moins en moins droit au *prime time*. Relégué aux canaux spécialisés (en quoi?), il est tenu par les administrateurs de chaînes généralistes pour ce qu'est l'étoffe-chrétien aux yeux d'un gastronome. Une matière à fuir. Aussi faut-il même s'étonner qu'on nous refile parfois à l'occasion d'un anniversaire deux ou trois bouts de film assortis d'un commentaire aussi subtil et aussi juste que celui qui accompagne une pub de brasserie ou de constructeur d'automobiles.

En un mot, le respect, la dithyrambe ne rendent pas acceptable ce genre d'entreprises. S'il est bon de rappeler que Mozart est né à Salzbourg, il ne suffit pas de dire qu'il avait du génie, qu'il était souvent vulgaire et qu'il est mort pauvre. Il faut surtout donner l'impression au téléspectateur qu'on a vécu un peu en sympathie avec son œuvre. Autrement, il est clair que l'on ne lui rend pas hommage. L'anniversaire, la célébration rappelée de la sorte devient un pétard mouillé. Le centenaire de Stravinski devient aussi baral que la carte d'âge d'or de Jean Chrétien.

Mais pourquoi tant tenir à se remémorer une figure littéraire ou musicale? Mais pour vivre le présent, que diable! Une intelligence qui ne se nourrit que de la lecture des œuvres du temps présent serait à coup sûr limitée. De même qu'une autre qui privilégierait à outrance les livres du passé.

Il ne faut pas s'imaginer que tout commence avec nous. Nous ne sommes que des jalons, des passeurs. Le Québec n'a pas commencé avec la Révolution dite tranquille. Les années noires du duplessisme n'ont souvent été que grises et sottes. Il n'y a pas eu qu'un long silence, ces années-là. Il faudrait apprendre à nous méfier de ceux qui ont vu dans la renaissance libérale un essor qui n'aurait pas de cesse.

On vit mieux, j'imagine, quand on a trouvé dans certaines œuvres du patrimoine de l'humanité des signes de connivence. S'ils ne servaient qu'à nous rappeler l'existence d'écrivains ou de compositeurs ou de peintres, les anniversaires seraient justifiés. Ils sont parfois bien davantage. Ils nous invitent à faire connaissance avec des œuvres inconnues ou à peine aperçues. On a besoin d'eux pour ne pas céder trop facilement à notre légèreté qu'entretient si habilement l'infâme actualité.

Mais pourquoi le titre qui coiffe cette chronique? Une coquetterie d'auteur. Je suis né en 1933. Il me plaît d'imaginer que, 100 ans plus tard, je pourrai dormir en paix. Je serai depuis longtemps oublié. Même *Le Devoir* ne publiera pas un entrefilet. La télévision? Il y aura sûrement une guerre, ce soir-là, un gala, un incendie ou une nouvelle taxe.

Écrivez-nous !

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 7000 signes (y compris les espaces) ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.



Le Canadien français d'hier n'est pas tout à fait un modèle d'avenir, mais le Québécois est encore plus dangereux parce qu'il n'est qu'un artifice destiné à renforcer l'État.

Intégration des communautés culturelles

L'école anglaise: le choix des immigrants

Les immigrants choisissent de faire instruire leurs enfants dans la langue qui semble leur assurer une meilleure chance de décrocher un emploi

ROBERT GAGNON

Professeur au département d'histoire de l'UQAM
Auteur de *Histoire de la CECM, Boréal, 1996*

Dernier d'une série de deux textes

Comme on l'a vu dans la première partie de notre article, les écoles catholiques, au XIX^e siècle, n'ont pas fermé leurs portes à la communauté non chrétienne la plus importante du Québec. Elles acceptaient ces élèves lorsqu'ils venaient à elles.

À la CECM, la question de l'instruction des immigrants va se poser avec encore plus d'acuité avec l'arrivée, à la fin du siècle dernier, d'une multitude d'immigrants catholiques, dont les Italiens vont d'ailleurs constituer le groupe le plus important des néo-Canadiens dans les écoles de la CECM. Dès les années 1910, la CECM aura ménagé deux écoles bien organisées pour répondre aux besoins de cette communauté: l'une dans le nord de la ville, l'école Notre-Dame-de-la-Défense, l'autre au sud, l'école Notre-Dame-du-Mont-Carmel.

Quand les Lithuaniens, les Polonais, les Ruthènes et les Chinois arrivent à Montréal, la CECM recommande l'engagement d'enseignants capables d'instruire les enfants de ces communautés catholiques dans leur langue maternelle. Plusieurs classes sont ainsi ouvertes dans les écoles des quartiers où sont concentrées les populations étrangères. Au début des années 1930, ils sont près de 7000 à fréquenter une école de la CECM.

Mais de tout temps, une majorité d'immigrants ont préféré inscrire leurs enfants dans les classes anglaises. En 1930, 46,8 % des écoliers d'origine ethnique autre que française ou anglaise sont inscrits dans les classes anglaises. À la fin de la guerre, 65 % de ces élèves fréquentent les classes anglaises et 75 % en 1963. Le secteur anglais de la CECM apparaît d'ailleurs de plus en plus comme un secteur de néo-Canadiens.

Ouverture aux immigrants non catholiques

Si les écoles de la CECM ouvrent leurs portes aux enfants catholiques, quelle sera son attitude envers les enfants d'une autre confession religieuse?

Pendant les années 1920 et 1930, on compte en moyenne par année un peu moins de 200 enfants non catholiques à la CECM, soit environ 0,2 %. On retrouve même des enfants de confessions protestante et juive, que la CECM aurait pu légalement refuser. Selon la loi, ils étaient, en effet, considérés comme des protestants; leurs parents étaient tenus de payer leurs taxes scolaires à la Commission protestante et devaient donc envoyer leurs enfants dans les écoles de cette commission.

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que la CECM mettra en branle des mesures pour stopper l'anglicisation des néo-Canadiens dans ses écoles. Le Comité des néo-Canadiens créé en 1947 recommanda que l'enseignement du français et de l'anglais soit de plus en plus soigné, que l'on enseigne à ces enfants le mieux et le plus longtemps possible leur langue maternelle et finalement que, pour faciliter la mise en pratique de cette dernière recommandation, ils soient regroupés dans des écoles près de leur église nationale.

La CECM ne perd pas de temps et vote des résolutions qui vont dans le sens des recommandations du Comité. Les Italiens, le groupe de néo-Canadiens catholiques de loin le plus important, sont les premiers à profiter de l'ouverture de ces classes spéciales. Le succès de ces premières classes incite le Comité à élargir le programme aux autres communautés, notamment aux Ukrainiens et aux Polonais. Ce sera un échec.

La principale raison du choix des immigrants d'inscrire leurs enfants dans une école anglaise, catholique ou protestante est liée à la force économique que représente la langue anglaise. Les immigrants choisissent de faire instruire leurs enfants dans la langue qui semble leur assurer une meilleure chance de décrocher un emploi.

Les immigrants non catholiques ont une raison supplémentaire, eux, de préférer une école protestante. Le mode de financement des commissions scolaires montréalaises a longtemps (de 1869 à 1969) été discriminatoire, chaque écolier catholique recevant une part beaucoup moins importante des deniers publics qu'un écolier anglophone protestant. La Commission protestante s'est

Les
immigrants
non
catholiques
ont préféré
l'école
protestante
aussi parce
qu'elle
bénéficiait de
plus de
ressources

d'ailleurs toujours opposée à ce que les revenus de la taxe scolaire soient distribués suivant les besoins et le nombre d'enfants de la ville.

L'inégalité entre les deux commissions scolaires s'est même accentuée lorsque le taux de la taxe scolaire des protestants a commencé à dépasser, au début des années 1920, celui des catholiques. Plus riches dans l'ensemble que les catholiques, les protestants ont pu ainsi mieux rémunérer leurs enseignants, construire relativement plus d'écoles et mieux les équiper. On comprend mieux pourquoi les immigrants non catholiques se sont tournés vers cette commission scolaire.

Dès les années 1870, la Commission protestante met sur pied ses premiers *high schools* et inaugure ainsi un enseignement secondaire public. La Commission catholique doit attendre les années 1920 pour ouvrir ses premières classes du primaire supérieur. Contrairement aux *high schools*, cette filière de l'enseignement secondaire ne prépare pas les élèves à entrer dans les grandes facultés de droit, de théologie et de médecine. Voilà une deuxième raison pour les communautés non chrétiennes de préférer la Commission protestante, qui offre à peu de frais une instruction publique conduisant directement à la prestigieuse université McGill. D'ailleurs, bon nombre d'anglophones catholiques, après avoir fréquenté une école primaire anglaise de la CECM, s'inscrivent dans un *high school* protestant.

Nul besoin d'invoquer un « refus » non documenté de la part des écoles franco-catholiques d'ouvrir leurs portes à ces communautés pour comprendre que les conditions socioéconomiques particulières que nous venons d'évoquer expliquent pourquoi les immigrants ont choisi d'envoyer leurs enfants dans une école de la Commission protestante ou dans une école anglaise de la CECM.

Ici s'arrête le rôle de l'historien: comprendre les événements et les choix des acteurs et non pas se transformer en juge, en procureur ou en porte-parole pour dénoncer ou regretter des situations qui, jusqu'à preuve du contraire, n'ont jamais existé.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Odile Tremblay (horizons); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Genier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma), Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Benoit Munger, François Normand, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cormier (correspondant parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (commiss). La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante, Corneille (correspondant parlementaire à Ottawa), Marie-Blanche-Turcotte, Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires), Manon Blanchette-Turcotte, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Yanick Martel, Olivier Zuida. SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Brien (responsable), Hélène Gervais, Évelyne Labonté (responsable de la promotion des abonnés), Monique Hébert, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleurs), Ghislaine Lafleur, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ISRAËL

SUITE DE LA PAGE 1

Les Palestiniens ne sont plus un enjeu électoral bien qu'ils aient maintenant l'appui de la communauté internationale. Yasser Arafat et ses alliés américains et européens attendent la fin de la campagne pour faire avancer ce processus de paix qui sommeille. Les Israéliens et leurs politiciens se retrouvent donc libres de faire un peu de nombrilisme pendant cette campagne et, à défaut de s'unir contre les Arabes, leur ennemi commun, ils se chicanent entre eux. Laïcs contre religieux, droite contre gauche, juifs de souche européenne contre Nord-Africains, défavorisés contre nantis, immigrants russes contre on ne sait plus trop qui.

Le Likoud du premier ministre Benjamin Nétanyahou navigue mal dans cette tempête. Selon un sondage publié hier, le Likoud perdrait au deuxième tour de scrutin contre son adversaire le plus redoutable, le Parti travailliste, avec son chef Ehoud Barak, ancien chef d'état-major israélien et héros de toutes les guerres. Dans le camp Likoud, rapporte-t-on, on songe maintenant, en désespoir de cause, à faire renaître la peur du terrorisme. Les diversions abonderont au cours des prochaines semaines, alors que la date de l'élection approche, et le langage deviendra encore plus piquant. Mais le choix qu'il aura de faire les Israéliens reste clair. «*Nous aurons à choisir entre deux fédérations. La fédération israélienne, laïque et gauchissante et la fédération juive, religieuse et conservatrice, dit Ze'ev Chafetz. En fin de compte, cette élection est déterminante pour nous parce que nous allons décider qui nous voulons être.*» Et, puisque la grande majorité de l'électorat fait partie de la grande famille juive, diversifiée et déchirée, on peut s'insulser comme on veut. Traître, nazi, raciste, autant d'épithètes qu'il y a de tendances politiques, tous les coups sont bons en campagne. Aussi le juge en chef de la Cour suprême est-il qualifié «*d'antisémite*» et les rabbins progressistes qui prônent les mariages mixtes et l'intégration des femmes dans la hiérarchie rabbinique sont-ils «*une menace plus grave que l'Holocauste*». Personne n'est épargné. La religion, la race, tout y passe.

«*Ce n'est pas du racisme*, explique Tom Segev, auteur et historien. *C'est du tribalisme. Cette campagne n'est pas "politiquement correcte", comme on l'entend en Amérique du Nord. On nous dit ouvertement ici: "Méfiez-vous des Arabes, des Russes, du Shas, des religieux." Nous sommes une société tribale.*»

Tribale et divisée, à tel point que même les sondeurs ont du mal à prendre le pouls des électeurs dont un sur 10 reste indécis devant tant de choix... Le Shas, avec ses membres vêtus de grands chapeaux noirs et de redingotes assorties, est presque un mouvement spirituel. Leur chef, Ariele Deri, ancien ministre de l'Intérieur, vient d'être condamné à quatre ans de prison pour corruption. Les membres disent ouvertement que cette affaire a été montée par les juifs de souche européenne, l'élite, contre les séfarades, moins favorisés et qui se sentent victimes de discrimination. Ariele Deri est devenu un symbole. Même le chef religieux du Shas, Rabbi Ovadia Yosef, s'en est mêlé dans un grand roulement de tambour. Il a rejeté le verdict du tribunal. Il a blanchi Deri devant Dieu et les caméras de télévision. Là aussi le message était simple à saisir: «*Votre loi laïque n'est pas la nôtre.*»

On n'est plus trop loin des Ayatollahs de l'Iran, et les juifs non religieux avec leurs jeans moulants et leurs semelles compensées ne seraient plus chez eux en Israël.

Dans cette élection tribale, le Likoud de Benjamin Nétanyahou tend encore une fois la main au Shas, un allié naturel de la droite sans lequel le premier ministre ne peut rassembler une coalition pour former un gouvernement. Malgré la condamnation de son chef, le Shas n'a jamais été aussi fort. Et les électeurs ne sont pas sans savoir qu'Ariele Deri pourrait mener les négociations avec Nétanyahou derrière les barreaux. Le Parti travailliste de Barak, lui, s'accorde avec les laïcs, qui en ont assez de l'emprise de la religion sur leur quotidien. Déjà, les rabbins ont fait fermer de force certains quartiers et presque tous les commerces de Jérusalem le samedi, jour du sabbat. Ils interdisent les mariages civils, les mariages mixtes, contrôlent de plus en plus d'écoles et veulent maintenant faire déclarer «*non-juif*» le juif pas assez religieux.

Ehoud Barak ne s'en cache pas, il ne fera pas de compromis avec les ultra-religieux, au contraire. Il leur promet moins d'argent pour leurs écoles rabbiniques, moins d'influence dans son cabinet et dans le quotidien des juifs laïques.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 9858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

BELGRADE

SUITE DE LA PAGE 1

Répondant aux questions des journalistes à l'aéroport de Zagreb, Jesse Jackson a estimé que cette libération était «*peut-être une occasion de briser le cycle de la non-communication, l'absence de diplomatie efficace, le manque de confiance. Nous croyons que, si nos dirigeants sont guidés par l'espoir et les rêves et s'ils sont prêts à prendre des risques pour la paix et la réconciliation, nous pourrions éviter une longue guerre sanglante, désastreuse et chère*», a ajouté Jackson, qui s'était rendu à Belgrade contre l'avis de la Maison-Blanche.

Moscou continuait parallèlement à privilégier une solution négociée pour la paix au Kosovo, annonçant des initiatives diplomatiques pour obtenir l'arrêt des frappes de l'OTAN.

L'envoyé du président russe en Yougoslavie, Viktor Tchernomyrdine, doit se rendre aujourd'hui aux États-Unis pour y rencontrer M. Clinton et lui porter un «*message personnel*» de Boris Eltsine, a indiqué le Kremlin à l'AFP.

Cette rencontre a été décidée lors d'une conversation téléphonique hier entre les deux présidents, sur l'initiative de M. Eltsine, et dont le thème principal a été le conflit yougoslave.

Le chef de la diplomatie russe Igor Ivanov avait annoncé auparavant que la Russie allait intensifier ses efforts pour tenter de trouver une solution au conflit.

Nouvelles frappes

De son côté, le président Bill Clinton a déclaré hier que l'OTAN allait «*persévérer*» contre Belgrade. «*Nous réaffirmons aujourd'hui notre détermination à persévérer jusqu'à ce qu'ils [les réfugiés albanais du Kosovo] puissent aussi retourner dans leurs foyers et bénéficier de la sécurité et de l'autonomie*», a dit M. Clinton dans une déclaration publiée par la Maison-Blanche.

Un peu plus tôt, le président avait déjà indiqué lors d'un entretien téléphonique avec Jesse Jackson que l'OTAN poursuivait sa campagne aérienne contre la Yougoslavie. D'ailleurs, l'OTAN a manifesté sa détermination envers la Yougoslavie en procédant à de nouvelles frappes dans la nuit d'hier, Belgrade admettant que la Serbie était presque entièrement privée d'électricité.

Le système électrique de la Serbie a été gravement détérioré et en grande partie mis hors d'usage par les bombardements de l'OTAN, a déclaré hier soir un responsable de la Société de distribution d'électricité de Serbie (EPS), Momcilo Cebalovic, cité par l'agence Beta.

«*Non seulement nous n'allons pas arrêter les bombardements, mais nous allons les intensifier*», a déclaré quant à lui le secrétaire américain à la Défense, William Cohen. Il a ajouté que les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN étaient «*prêts à poursuivre cette campagne des mois durant*».

Selon M. Cohen, la libération des soldats n'est qu'«*un très petit geste de bonne volonté*», particulièrement au regard des milliers de personnes déplacées au Kosovo en raison du conflit.

D'après les estimations de l'OTAN et des agences humanitaires, plus de 700 000 personnes seraient déplacées à l'intérieur de la province et survivraient dans des conditions alimentaires et sanitaires extrêmement difficiles.

Environ 6000 Kosovars ont franchi hier la frontière entre la Yougoslavie et la Macédoine, selon la responsable du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés

SUITE DE LA PAGE 1

jeunes. Pourtant, un problème de drogue ou de comportement peut être traité ailleurs», affirme-t-il.

Par ce constat, le ministre Baril reprend ainsi le diagnostic posé en février dernier dans le rapport Lebon par un groupe d'experts sur l'accessibilité des services de protection de la jeunesse.

Vingt ans après la création de la Loi de la protection de la jeunesse, en 1979, par le gouvernement Lévesque, le ministre pense aussi qu'il est temps de recentrer la DPJ sur sa mission première pour mieux s'attaquer en priorité aux plus démunis des jeunes.

Ces derniers mois, ce sont surtout les ratés survenus dans la région des Laurentides, semoncée par la Commission des droits de la personne et de la jeunesse pour avoir failli à assurer la protection des jeunes, et le manque chronique de ressources en Montérégie qui ont retenu l'attention. Mais depuis des années, la DPJ a régulièrement fait l'objet de critiques acerbes pour la longueur de ses listes d'attente, pour sa désorganisation, voire pour sa discrimination.

Malgré tout, le ministre Baril affirme que le reste du Québec ne dissimule pas d'autres histoires d'horreur comme celle des Laurentides. En fait, son plan d'action est d'abord et avant tout un remède pour les «*régions problèmes*».

«*J'ai voulu commencer par cibler les problèmes urgents. Je voulais mettre fin au saupoudrage. Je crois que mettre un peu d'argent partout, c'est comme prendre un verre d'eau et le jeter dans l'Atlantique*», dit-il.

De fait, des 12,5 millions additionnels qui seront injectés chaque année dans les services de protection de la jeunesse d'ici trois ans, pas moins de dix millions atterriront en Montérégie, dans les Laurentides, dans Lanaudière et dans la région Chaudière-Appalaches.

Reste que tous les établissements de services sociaux du Québec doivent s'at-



(HCR) en Macédoine, Paula Ghedini.

Slobodan Milosevic ne doit espérer aucune «*récompense*» en échange de la libération des trois prisonniers de guerre américains, a prévenu hier le porte-parole de l'OTAN Jamie Shea, au cours de sa conférence de presse quotidienne au siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles. Il a répété que les bombardements allaient se poursuivre. «*La seule chose qui arrêtera l'OTAN, c'est l'acceptation par Milosevic des cinq conditions*» édictées par l'OTAN et reprises par l'ONU, a dit Jamie Shea.

De son côté, le chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, a estimé sur CNN qu'il fallait «*donner une chance à la paix*» et «*saisir l'occasion*» offerte par la libération des soldats pour «*faire avancer la paix*». Le Sénat doit débattre du Kosovo dès aujourd'hui.

Nouvelle manœuvre de Milosevic?

Avec la libération des trois soldats américains, les plus optimistes y voient un premier signe de fléchissement mais tous, de Washington à Paris en passant par Londres et Bonn, restent circonspects, craignant une nouvelle manœuvre de Slobodan Milosevic. En tacticien consommé, le président yougoslave sait qu'il garde nombre d'atouts dans son jeu, même s'il lui faut désormais jeter du lest. La Serbie est dévastée par quarante jours de bombardements et les destructions oblitérent l'avenir du pays. L'opinion publique, bien que soudée face à ce qu'elle considère comme «*une guerre d'agression*», montre désormais de réels signes d'inquiétudes qu'a exprimés ouvertement l'ex-vice-premier ministre Vuk Draskovic en dénonçant le terrible isolement du pays. L'écritain et ancien opposant avait appelé Slobodan Milosevic à regarder «*la vérité en face*» et à accepter le déploiement d'une force de l'ONU au Kosovo. Quatre jours après ce limogeage, le président yougoslave reprend peu ou prou une partie de ses suggestions dans une lettre à Bill Clinton qu'il voudrait même rencontrer directement. Il proposerait de discuter du retour des réfugiés, de

l'arrêt des opérations militaires et de l'installation d'une force de maintien de la paix internationale au Kosovo.

Jusqu'ici les autorités de Belgrade avaient refusé toute abdication de souveraineté et tout déploiement de soldats occidentaux dans cette province peuplée à 90 % d'Albanais de souche dont le statut d'autonomie avait été supprimé en 1989. A en croire le ministre grec des Affaires étrangères, George Papandréou, Belgrade accepterait désormais «*une force internationale de l'ONU à caractère policier*». C'est loin de ce qu'exigent les alliés, mais Slobodan Milosevic cherche manifestement à donner des arguments à ceux qui, dans la communauté internationale et au sein même de l'OTAN, se montrent toujours plus hostiles aux frappes. S'il compte toujours sur la médiation de Victor Tchernomyrdine, le «*monsieur Kosovo*» de Boris Eltsine, le président yougoslave semble néanmoins décidé à ne discuter qu'avec Bill Clinton ou du moins l'un de ses représentants comme lors des négociations de paix sur la Bosnie à Dayton ou l'automne dernier pour l'accord sur le Kosovo concocté avec Richard Holbrooke rapidement devenu lettre morte.

Sur le plan militaire, l'Alliance a continué hier de pilonner les infrastructures et les forces armées du régime de Milosevic, de la raffinerie de Novi Sad en Voïvodine (nord) aux environs de Pristina au Kosovo.

Mais il faut bien avouer que la hiérarchie militaire basée à Bruxelles n'a pas eu beaucoup de bonnes nouvelles à donner récemment. L'OTAN a ainsi enregistré la perte de deux appareils, un F-16 qui s'est écrasé dans l'ouest de la Serbie et un Harrier AV-8B qui s'est abîmé en Adriatique lors d'un vol d'entraînement.

L'Alliance a aussi reconnu sa responsabilité dans le bombardement «*malheureux*» samedi d'un autocar au nord de Pristina. Selon les autorités serbes, il y a eu 47 morts et 17 blessés. Toujours au Kosovo, des missiles ayant détruit hier la caserne de police de Kosovska Mitrovica (nord) auraient fait deux morts et 35 blessés dans des maisons voisines.

DPJ

tendre à être soumis à de toutes nouvelles règles de financement. A l'instar du réseau de la santé, le ministre Baril a l'intention de mettre au pas le réseau des services sociaux, qui n'échappera pas au financement lié à la performance.

Longueur des listes d'attente et nombre de cas traités deviendront des indicateurs de la performance des centres jeunesse et autant de critères pour déterminer quels montants aboutiront dans leurs goussets. Le ministre délégué attend pour l'instant les travaux de comités d'experts et des centres jeunesse eux-mêmes pour arrêter ces fameux critères.

«*Je veux que les citoyens sachent pour quoi ils paient. Dans les centres de désintoxication, on doit savoir quelle est la thérapie offerte. Y a-t-il un docteur sur place? Un thérapeute ayant une vraie formation? Il y a un consensus pour mieux baliser les interventions en toxicomanie. On ne s'improvise pas spécialiste de la désintoxication*», a tranché le ministre Baril, lui-même ex-toxicomane et ex-directeur du centre de désintoxication du Pavillon du Nouveau Point de vue.

Dans les centres de réadaptation pour toxicomanes, on trouve de tout au Québec, concède Gilles Baril. Du meilleur comme pire. Dans certains cas, d'ex-toxicomanes s'improvisent thérapeutes après avoir eux-mêmes suivi une thérapie éclair.

Au cours de la prochaine année, on entend donc procéder à l'accréditation de 150 des 350 centres privés en réadaptation du Québec. Quelque 300 places en milieu fermé seront créées pour les jeunes toxicomanes de moins de 17 ans, qui ne disposent à l'heure actuelle que de 60 places à travers le Québec.

Dans les centres jeunesse, pour jauger la performance, on gardera notamment à l'œil le ratio d'effectifs affectés à la protection de la jeunesse, le ratio du nombre de places d'hébergement disponibles par région et le nombre de cas traités par chaque intervenant. «*Non seulement serons-nous en*

mesure de mieux épauler nos intervenants sur le terrain mais nous pourrions savoir si nos actions sont efficaces, si nos objectifs sont atteints», précise le nouveau titulaire de la Protection de la jeunesse.

Le plan d'action dévoilé jeudi prévoit que 9,5 millions de plus seront consacrés à la lutte contre l'alcoolisme et les autres toxicomanies, 3,5 millions à la prévention du suicide et deux millions aux jeunes itinérants pour accroître le travail de rue déjà fait par les organismes communautaires et les CLSC.

Malgré le baume qu'apportent ces millions au réseau souvent négligé des services sociaux, plusieurs acteurs du milieu les jugent insuffisants pour réparer les traces laissées par les compressions de 55 millions assénées aux centres jeunesse ces dernières années.

A ces critiques, le ministre Baril rétorque que ce coup de barre représente tout de même une hausse de 102 % des sommes allouées à l'itinérance, de 46 % dans la prévention du suicide, de 16 % pour les budgets dédiés à la désintoxication et de 2 % en ce qui a trait aux 560 millions attribués chaque année aux centres jeunesse du Québec.

«*C'est sûr qu'on investit dans ce qui est le plus urgent, plaide-t-il. Mais il faut aussi se rappeler que le secteur des centres jeunesse a été beaucoup moins touché par les compressions que le réseau de la santé. On commence à réinvestir, mais on ne reniera pas notre objectif du déficit zéro et on ne reviendra jamais au gaspillage d'antan.*»

En sus, les budgets ne sont pas la réponse à tout, ajoute le ministre. Malgré des standards économiques qui placent le Québec en 17^e position au monde, on vit ici un niveau de détresse humaine incroyable. «*Il y a aussi des valeurs à changer dans notre société*», dit-il. Il faut que la détresse des jeunes devienne une priorité dans la tête de tout le monde. L'argent n'a pas réponse à tout. La première prévention se fera toujours à la maison.

REFORM

SUITE DE LA PAGE 1

certaines sont palpables. La semaine dernière, un des partisans de l'AU confiait qu'à son avis, les opposants avaient un «*esprit paroissial*» et ne pouvaient être conscients des difficultés posées par l'expansion du parti car ils n'y ont jamais contribué.

L'Alternative unie consiste à jeter les bases d'un nouveau parti ou d'une coalition politique capable de défaire les libéraux fédéraux. Ce projet est le bébé de Preston Manning qui, lors du congrès de son parti l'an dernier, a tout mis en jeu pour obtenir l'appui des délégués. Ils l'ont autorisé à organiser une conférence à Ottawa en février mais ont exigé d'être consultés par voie de référendum sur les suites à donner.

Le premier vote commence cette semaine pour se terminer le 31 mai. Les 70 000 membres doivent seulement répondre à la question citée plus haut. Ils ne pourront pas se prononcer sur les solutions offertes à la conférence de février, c'est-à-dire la création d'un nouveau parti ou, au minimum, la création d'alliances locales. Un référendum ultérieur est prévu à cet effet.

Tout cet exercice crée un malaise car l'objectif réel poursuivi par Preston Manning est le pouvoir. Il sait que son parti ne peut former le gouvernement, à moins de sortir de l'impasse en Ontario. Depuis 1993, le Parti conservateur et le Reform y divisent le vote de droite, ce qui permet aux libéraux d'obtenir une majorité à Ottawa.

Certains opposants à l'AU, comme le député de Colombie-Britannique, Dick Harris, craignent que M. Manning en vienne à troquer ses principes pour le pouvoir. Le chef réformiste répond que la meilleure façon de protéger des principes, c'est de les mettre en œuvre et donc d'être au pouvoir. Il insiste aussi, à chaque détour, sur la tenue d'un deuxième référendum au sein du parti.

Il n'a pas réussi à calmer les inquiétudes des dissidents. Ceux-ci pensent qu'il faut tuer ce projet dans l'œuf avant qu'il ne soit trop avancé. Le député de Yorton-Melville (Sask.), Garry Breitkreuz, croit que toute cette histoire d'Alternative unie nuit déjà à la préparation électorale du Parti réformiste. Il constate que lever des fonds et recruter des membres est plus difficile tant que le sort du Reform reste incertain.

L'opposition à l'AU est très forte en Saskatchewan. Six des huit députés de cette province font campagne pour le non. Un d'entre eux, Lee Morrison, a pris la tête du mouvement et a persuadé neuf collègues de signer une déclaration commune. En fait, c'est tout l'Ouest, le berceau du Reform, qui se secoue. L'opposition est croissante en Colombie-Britannique et très forte en Alberta et au Manitoba. La province la plus favorable à l'AU est aussi la première concernée, l'Ontario. Le Québec et les provinces atlantiques seraient partagés mais ils comptent peu de membres.

Chez les opposants, on s'inquiète. S'il s'agit de donner une nouvelle image au Reform et non d'altérer ses fondements, l'exercice n'est qu'une perte de temps précieux. Si on parle de changements plus que cosmétiques, alors ils estiment avoir raison de s'inquiéter pour l'avenir des politiques et principes réformistes. Ils s'insurgent aussi contre la manière avec laquelle le parti a mené cette campagne et contre le libellé de la question.

«*Les membres de la Saskatchewan tiennent aux principes et politiques réformistes et hésitent à les mettre en jeu. Ils trouvent que ce projet est très vague et qu'on leur demande un chèque en blanc pour mettre en place quelque chose qu'on pourrait ne pas aimer*», note M. Breitkreuz. Plusieurs, dont Lee Morrison et David Chatters, comparent l'imprécision du projet à celle de l'Accord de Charlottetown, une entente que les réformistes ont aidé à défaire en 1992.

Ces députés constatent aussi que la campagne a démarré à sens unique, toutes les ressources du parti étant à la disposition des promoteurs. Rien n'avait été prévu pour les opposants. Ils ont dû piger dans leurs poches et demander d'être entendus à chaque assemblée. Garry Breitkreuz interprète le geste du parti «*comme une tentative pour faire passer quelque chose sans tout le débat nécessaire*».

Depuis deux semaines, le débat a dévié lorsqu'un député dissident, le Manitobain Jake Hoeppner, s'est questionné sur l'effet d'une défaite sur le leadership de Preston Manning. Interrogé à ce sujet la semaine dernière, Preston Manning a refusé de faire un lien entre le vote sur l'Alternative unie et son avenir à la tête du parti. Ceux qui veulent contester son leadership, dit-il, peuvent le faire à chaque congrès, comme le prévoit la constitution du parti. De toute façon, dit-il, il est convaincu que ses partisans vont appuyer l'AU. «*Les réformistes ne sont jamais à l'aise avec le statu quo*», dit-il, jouant ainsi sur une corde sensible de ses supporters, M. Manning n'entend toutefois rien laisser au hasard. Depuis la conférence d'Ottawa, il s'est fait rare aux Communautés, consacrant l'essentiel de son temps à l'explication et à la promotion de l'Alternative unie.

Il est difficile de prédire les résultats du vote en cours. Pour aller de l'avant, l'AU doit recevoir l'appui d'une majorité simple des membres et des provinces. Le résultat permettra toutefois de savoir si les réformistes s'y engagent à reculons ou avec enthousiasme. Un résultat inférieur à 60 % serait de mauvais augure pour Preston Manning car la dissolution ou la transformation en profondeur de son parti ne pourra aller de l'avant sans l'appui des deux tiers des membres, lors d'un deuxième référendum.

Et il a beau dire, son avenir personnel sera affecté. Preston Manning a tout misé sur l'Alternative unie depuis un an. Par conséquent, plus la victoire sera serrée, plus l'ombre sera grande sur son leadership.